

CA/50/19 Add. 1 B

Orig. : en

Munich, le 22.11.2019

OBJET : Récapitulatif d'ensemble
Budget 2020

SOU MIS PAR : Le Président de l'Office européen des brevets

DESTINATAIRES : Le Conseil d'administration (pour décision)

RÉSUMÉ

Ce document présente un récapitulatif d'ensemble du Budget 2020 et des Prévisions pour 2021 - 2024 qui est proposé pour publication. Ce document est une copie de l'Exposé des Motifs du CA/50/19. De plus, il comprend les tableaux de synthèse des résultats budgétaires à la fois pour les budgets aux fins d'autorisation et sous IFRS. En sus des informations financières, le document inclut un résumé du tableau des effectifs pour 2020 et une table des matières a été incluse.



Europäische
Patent-
organisation

Verwaltungsrat

European
Patent
Organisation

Administrative Council

Organisation
européenne des
brevets

Conseil d'administration



Récapitulatif d'ensemble Budget 2020

Prévisions pour 2021 - 2024

TABLE DES MATIÈRES

| Objet | Page |
|--|------|
| A. INTRODUCTION | 3 |
| B. ORIENTATIONS | 3 |
| C. PRINCIPES ET HYPOTHÈSES DE PLANIFICATION | 6 |
| D. RÉSULTATS BUDGÉTAIRES | 11 |
| E. RÉCAPITULATIF BUDGÉTAIRE PAR UNITÉS ORGANISATIONNELLES / PERFORMANCES | 19 |
| F. PRÉVISIONS | 20 |
| G. EXPLICATIONS CONCERNANT LES ÉTATS FINANCIERS PRÉVISIONNELS AU TITRE DES IFRS | 23 |
| H. ANNEXES | 29 |
| 1. Budget aux fins d'autorisation (Organisation) | 31 |
| 2. Budget aux fins d'autorisation | 33 |
| - Office | |
| - Régimes de pensions & sécurité sociale | |
| - Office et Régimes de pensions & sécurité sociale, consolidé | |
| 3. Résultats IFRS | 41 |
| 4. Tableau des effectifs (postes permanents) pour 2020 | 47 |
| 5. Appendice A – Chambres de Recours | 49 |
| 6. Appendice B – Brevet Unitaire (PBU) | 51 |

EXPOSÉ GÉNÉRAL DES MOTIFS

A. INTRODUCTION

L'exposé général des motifs contient les informations suivantes :

- Les orientations en [section B](#)
- Les principes et les hypothèses de planification en [section C](#)
- Les résultats budgétaires en [section D](#)
- Le récapitulatif budgétaire par unités organisationnelles/performances en [section E](#)
- Les prévisions en [section F](#)
- Les états financiers prévisionnels sous IFRS en [section G](#)
- Les perspectives budgétaires liées à la future structure des chambres de recours (CDR) de l'OEB, à l'[Annexe A](#)
- Une vue d'ensemble des dotations budgétaires relatives au brevet européen à effet unitaire lors de l'introduction de la protection unitaire conférée par un brevet, à l'[Annexe B](#)

B. ORIENTATIONS

Budget aux fins d'autorisation et IFRS

Le point de départ des calculs sous IFRS est le budget aux fins d'autorisation. Le résultat budgétaire de fonctionnement obtenu par l'Organisation selon IFRS en constitue toutefois l'aspect le plus important.

Les prévisions sous IFRS sont déterminées conformément aux IFRS, adoptées en totalité par l'Office avec effet au 1er janvier 2011.

Les prévisions sous IFRS se basent sur un taux d'actualisation fixe de 5 % pour les avantages du personnel, qui est identique à celui utilisé pour les prévisions établies dans les budgets précédents. Le recours à un taux d'actualisation fixe permet d'évaluer les passifs et les capitaux propres sur une base cohérente pour la période 2020-2024, et donc de comparer les chiffres d'une année sur l'autre. De plus, cette approche est alignée sur celle qui a été retenue pour déterminer les chiffres réels concernant le résultat de fonctionnement normalisé et le coût unitaire, qui peuvent donc être comparés aux prévisions sous IFRS.

Plan stratégique 2023

En juin 2019, le Conseil d'administration a validé le Plan stratégique 2023 (SP2023), qui définit les principales orientations que l'Office suivra dans les années à venir. L'objectif ultime est de mettre en place une organisation moderne, durable sur le plan opérationnel et financier. Le Plan stratégique fournit une feuille de route claire pour la réalisation de cette vision composée de cinq objectifs :

- Objectif 1 : Bâtir une organisation engagée, compétente et collaborative
- Objectif 2 : Simplifier et moderniser les systèmes informatiques de l'OEB
- Objectif 3 : Fournir avec efficacité des produits et des services de qualité
- Objectif 4 : Construire un système et un réseau de brevet européen ayant un impact mondial
- Objectif 5 : Assurer la viabilité à long terme de l'organisation

Les crédits budgétaires du SP2023 couvrent diverses catégories de dépenses budgétaires. L'enveloppe couvre environ 200 M€ pour des projets de transformation digitale et environ 700 M€ pour des projets de construction. Le détail des allocations pour le SP2023 sera décidé ultérieurement.

Initiatives en cours

Certitude rapide dans les procédures de délivrance de brevets

Le 1er juillet 2014 était lancée l'initiative Early Certainty from Search (ECfS), qui a permis à l'OEB de revoir les priorités de traitement des demandes de recherche et d'examen afin d'apporter une certitude aussi rapidement que possible lors de la procédure de délivrance de brevets. Dans le cadre de l'ECfS, l'émission d'un rapport de recherche accompagné d'une opinion préliminaire sur la brevetabilité doit avoir lieu au plus tard dans les six mois suivant la réception du dossier par la direction des recherches. Suite à la complète mise en œuvre de l'ECfS, le concept de "certitude rapide" a été étendu aux activités d'examen/opposition à partir de juillet 2016. L'objectif est d'effectuer l'examen dans un délai d'un an en moyenne depuis la réception d'une demande valable jusqu'à l'intention de délivrer. Une procédure d'opposition rationalisée permettra des décisions d'opposition dans un délai de 15 mois en ce qui concerne les demandes standard.

Après avoir atteint son objectif de respect des délais dans le domaine de la recherche, l'initiative ECfS devrait aussi atteindre son objectif dans celui de l'examen/opposition d'ici à fin 2020, ce qui permettra à l'Office de remplir les critères de Paris.

Les dotations du budget 2020 tiennent compte de ces objectifs de certitude rapide. En conséquence, les taxes annuelles relatives aux brevets délivrés dépasseront largement les taxes annuelles relatives aux demandes en instance en 2020. Les estimations pour 2020 sont basées sur le comportement des demandeurs observé actuellement et donnent lieu à des recettes escomptées de 600 M€ pour les taxes annuelles afférentes aux brevets délivrés, et à 465 M€ pour les demandes de brevet.

Avis du Groupe des Sages actuaires ("les 3 sages") pour les régimes de retraite et de sécurité sociale en 2020

Sur la base de l'étude actuarielle effectuée en 2019, il est proposé de modifier les taux de contribution aux régimes de retraite et de sécurité sociale à partir de 2020. Le Groupe des Sages Actuaires a reçu pour mission d'évaluer les principaux paramètres et hypothèses sous-jacents des taux de contribution. Ils ont recommandé que le taux d'actualisation utilisé pour évaluer le passif soit révisé de 3,50 % à 3,25 % en termes réels. D'autres paramètres ont également été révisés, entraînant globalement une augmentation des taux de contribution afin d'accroître la probabilité de pouvoir respecter les obligations de paiement à long terme.

Chambres de recours (CDR)

Des dispositions budgétaires spécifiques ont été prises en compte dans le budget 2020, dans le cadre de la réforme structurelle des CDR de l'OEB. Ces dispositions budgétaires concernent essentiellement l'identification des crédits budgétaires nécessaires au fonctionnement des CDR.

Pour atteindre l'objectif visant à régler 90 % des affaires dans les 30 mois d'ici 2023 et de ramener le nombre d'affaires en instance en dessous de 7 000, le nombre total de postes permanents dans les CDR augmentera de 16 membres techniciens en 2020. En 2019, 23 postes de membres techniciens ont déjà été créés. Au total, les CDR auront 276 postes permanents en 2020 (215 membres et présidents, 61 agents dans le domaine administratif).

Pour bien souligner le fait que ces postes supplémentaires sont destinés à résorber l'arriéré et ne sont donc que temporaires, aucune nouvelle chambre ne sera créée. Le stock et l'arriéré seront revus en permanence, les mesures temporaires devant prendre fin d'ici 2026.

Le Président des CDR a soumis la mise en œuvre des dispositions budgétaires ainsi qu'une demande de budget motivée au Conseil des chambres de recours de l'OEB pour avis, avant de les soumettre au Président de l'Office.

Par ailleurs, suite à la décision antérieure du Conseil d'administration de relever progressivement la taxe de recours, le budget 2020 reflète une augmentation de celle-ci de 20 % à compter du 1^{er} avril 2020. Parallèlement à cette augmentation de taxe, une extension et un affinement de la politique de remboursement sont effectués afin d'inciter plus fortement les demandeurs à retirer leur recours.

L'Annexe A présente les dotations budgétaires concernant les chambres de recours de l'OEB.

Protection par brevet unitaire

Selon une condition de stricte neutralité budgétaire, il est prévu que le brevet européen à effet unitaire soit intégralement financé par ses propres revenus. Concernant le brevet européen à effet unitaire et la juridiction unifiée en matière de brevets, l'OEB espère que les États membres participants trouveront une solution pour permettre leur mise en œuvre intégrale.

Les estimations budgétaires relatives au brevet européen à effet unitaire pour la première année après son introduction (qui à l'époque devait être 2018) ont été soumises au Comité restreint en octobre 2017.

Une vue d'ensemble des dotations budgétaires destinées au brevet européen à effet unitaire au moment de l'introduction de cette protection figure à l'Annexe B et reprend la structure validée avec le budget au cours des années précédentes. Les dotations budgétaires prévoient l'introduction du brevet européen à effet unitaire en 2020.

C. PRINCIPES ET HYPOTHÈSES DE PLANIFICATION

Le budget 2020 et les prévisions 2021-2024 ainsi que les états financiers prévisionnels en IFRS sont présentés en euros (EUR). Sauf indication contraire, tous les montants ont été arrondis au millier le plus proche (kEUR). Le budget 2020 et les prévisions 2021-2024 ont été préparés sur la base des principales hypothèses suivantes :

Recettes

Hypothèses en termes de volumes

Les estimations de recettes actuelles sont basées sur l'hypothèse que 187 000 demandes européennes directes et demandes PCT entreront dans la phase régionale en 2020 (contre 169 000 dans le budget 2019).

Comparé aux précédentes prévisions budgétaires, et compte tenu de la production de l'Office, le nombre prévisionnel de brevets publiés est de 120 000 en 2020, contre 125 000 dans le budget 2019.

Simplification du système de taxe de l'OEB

Les modifications proposées pour simplifier le système de taxes de l'OEB relèvent du SP2023 et concernent quatre catégories :

L'ajustement biennuel des taxes lié à l'inflation, gèle de la taxe de recherche international et de la taxe d'examen préliminaire internationale ; simplification de la structure des taxes administratives

Le principe des ajustements biennaux des taxes fondés sur l'inflation a été adopté par le Conseil d'administration en 2005 et constitue un facteur essentiel de stabilité et de pérennité des finances de l'Office, tout en protégeant les utilisateurs de la volatilité des taxes. Le taux d'inflation constaté par l'IPCH d'Eurostat (indice des prix à la consommation harmonisé pour 28 pays de l'UE) au cours des 24 derniers mois s'élevait en juin 2019 à 3,7 %.

L'Office propose une augmentation générale de 4 % à compter du 1^{er} avril 2020. En outre, l'Office propose de geler les taxes relatives à la recherche et à l'examen préliminaire des demandes internationales (PCT). La perte de revenus qui en découle sera compensée par l'application aux autres taxes d'une augmentation légèrement supérieure à l'inflation (4 % contre 3,7 %), de sorte que le résultat financier soit neutre pour l'Organisation et pour les utilisateurs, et que l'augmentation moyenne soit ramenée à 3,7 %.

L'Office continue avec la simplification de la structure de certaines taxes administratives en fixant la même taxe pour quatre catégories de taxe différentes.

Compte tenu du très faible nombre de paiements tardifs par virement bancaire, la suppression de la taxe de surcharge réduira le fardeau administratif imposé aux utilisateurs et à l'Office.

Ajustement de la réduction de la taxe due pour la recherche européenne complémentaire lorsque le rapport de recherche international ou un rapport de recherche international supplémentaire a été établi par une ISA européenne.

Le montant de la réduction applicable est ajusté de 1 110 EUR à 1 150 EUR. Les déposants paient 200 EUR au lieu de 190 EUR.

Extension des réductions s'appliquant aux taxes de recherche et d'examen pour les demandes internationales (PCT)

La réduction des taxes de recherche et d'examen pour les demandes internationales (PCT) appliquée aujourd'hui pour certains pays en développement est étendue à tous les demandeurs (personnes morales ou physiques) d'États ayant conclu un accord de validation avec l'OEB.

Couverture du coût des appels et remboursements supplémentaires pour les retraits

Suite à l'introduction, à compter du 1^{er} avril 2014, de la possibilité d'un remboursement partiel de la taxe de recours en cas de retrait du recours, conformément à la règle 103 CBE modifiée, il est maintenant proposé de prolonger et d'affiner cette politique de remboursement afin d'inciter plus fortement les demandeurs à retirer leur recours.

Il est notamment proposé d'introduire quelques options supplémentaires de remboursement partiel et d'étendre la politique de remboursement au retrait des demandes de procédure orale et à la situation dans laquelle une décision abrégée peut être rendue. Cela devrait avoir une incidence favorable sur l'efficacité des procédures et la charge de travail des chambres de recours et donc sur la couverture de leurs coûts. En outre, il est proposé d'augmenter la taxe de recours conformément à la décision antérieure du Conseil d'administration de la relever progressivement. Le budget 2020 tient compte de l'introduction de tels remboursements ainsi que d'une augmentation de 20 % de la taxe de recours à compter du 1^{er} avril 2020.

Montant minimum pour les taxes nationales de maintien en vigueur

Les montants minimums pour les taxes nationales de maintien en vigueur (de la 3e à la 20e année) prévus à l'article 39 CBE ont été déterminés pour 2019 et 2020, conformément à la méthode validée par le Conseil d'administration en 1997.

Rendement des actifs nets des FRPSS

Le rendement des actifs prévisionnels des FRPSS est maintenu à 5,25 % et sera utilisé pour la planification ; il est par ailleurs conforme à l'objectif de rendement à long terme actuel des FRPSS.

Fonds de placement de la trésorerie de l'OEB (EPOTIF)

EPOTIF comprend des placements financiers de l'Office qui sont gérés par des sociétés de gestion externes, suivant la décision prise par la CBF en mai 2018. Le contrôle de la gestion des risques et de la conformité est réalisé par un administrateur de fonds de pensions (Master KVG) réglementé par l'Autorité fédérale de supervision financière allemande (Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht - BaFin).

Le rendement attendu à long terme, sur la base de l'allocation stratégique des actifs, demeure 4 % par an, comme en 2019.

Compte tenu des flux de trésorerie positifs générés par les activités opérationnelles, l'Office ne s'attend pas à ce qu'il soit nécessaire de vendre plus de 20 % (580 M€) du portefeuille EPOTIF en 2020. Le montant des plus-values ou moins-values réalisées sur la vente d'actifs EPOTIF sera fonction de l'évolution à court terme des marchés financiers. Les directives de placement de l'OEB imposent aux gérants de fonds un plafond de risques de 20 % du portefeuille (avec une probabilité de 95 %). Appliquée à la cession potentielle de 580 M€ d'actifs EPOTIF, cette règle induirait une plus ou moins-value de 116 M€. Dans la mesure où la volatilité à court terme est indépendante du rendement de 4 % attendu à long terme et où elle peut avoir un impact positif ou négatif sur la valeur des actifs, l'Office retient pour hypothèse un impact globalement neutre des plus et moins-values réalisées sur les placements EPOTIF, les produits et les charges financières étant estimés inférieurs à 116 M€ en 2020, sur la base des hypothèses retenues pour le budget 2019.

Pour les besoins des prévisions IFRS, l'OEB postule un rendement attendu de 4 % sur le montant moyen du portefeuille anticipé en 2020, ce qui correspond à la projection de rendement à long terme fondée sur l'allocation stratégique des actifs. La section G des états financiers prévisionnels sous IFRS contient des informations plus détaillées sur les prévisions d'évolution des actifs EPOTIF.

Dépenses

Hypothèses de planification pour les dépenses de personnel

Conformément à la décision de Conseil, les ajustements, avec effet au 1^{er} juillet 2019, des traitements et autres éléments de la rémunération des fonctionnaires de l'Office représentent + 2,9% pour les barèmes de traitements de base applicable en Allemagne, + 3,7% aux Pays-Bas et + 2,0% en Autriche. En plus, un ajustement rétroactif des échelles de traitement de base à compter du 1^{er} juillet 2018, conformément à la méthode appliquée à l'ajustement des traitements a été pris en compte. Les ajustements de traitements au 1^{er} juillet 2020 et au-delà ont été provisoirement estimés à 2,5 %.

Pour 2020 (comme pour 2019), les estimations budgétaires prévoient actuellement, pour les évolutions de carrière et les primes, l'allocation d'un montant équivalent à 3 % des traitements de base, conformément aux dispositions du système de carrière/de gestion des performances.

Comme les années précédentes, le Service International des Rémunérations et des Pensions (SIRP) de l'OCDE a fourni des estimations concernant les engagements de retraite à prestations définies sur la base de la table de mortalité des membres des régimes de pension des organisations internationales (ICSLT 2013). L'Office a continué d'utiliser pour le budget 2020 et les estimations 2019-2022 le taux d'actualisation fixe anticipé de 5 % déjà utilisé dans les budgets depuis 2012.

Les taux de contribution aux régimes de retraite et de sécurité sociale proposés pour 2020 sont les suivants :

| Taux de contribution (1/3 personnel, 2/3 Office) | Anciens taux | Nouveaux taux |
|---|---------------------|----------------------|
| Assurance soins de santé* | 9,0 % | 9,0 % |
| Assurance dépendance | 1,5 % | 1,8 % |
| Assurance incapacité pour les collaborateurs en CDD** | 0,48 % | 0,48 |
| Pensions : | | |
| - Ancien régime de pensions | 29,4 % | 32,7 % |
| - Nouveau régime de pensions*** | 24,9 % | 28,8 % |
| - Contribution PES | 4,5 % | 3,9 % |

(*) Les taux ci-dessus sont avant déduction de la contribution pour les conjoints qui travaillent ; en 2019, cette contribution s'élevait à 0,10 % pour l'Office et à 0,05 % pour le personnel.

(**) Ce régime d'incapacité s'applique aux agents en CDD qui seraient en incapacité totale à la fin de leur contrat.

(***) La contribution dans le nouveau régime de pensions en dessous d'un montant correspondant au double du salaire du grade G 1-4 s'élève à 28,8 % pour les prestations définies et à 3,9 % pour les contributions au PES. Pour les montants supérieurs au salaire plafonné, la contribution au PES est de 32,7 %.

La prochaine évaluation actuarielle devrait avoir lieu en 2021, à la date du 31.12.2020, pour réévaluer le niveau nécessaire de contributions à la lumière de la situation financière des régimes.

Personnel

Tableau des effectifs

Le tableau des effectifs restera limité à 7 075 postes permanents, puisque l'Office poursuivra sa politique consistant à redéployer des ressources en personnel des domaines de soutien vers les activités de délivrance de brevets. Parmi le maximum de postes autorisés, 4 492 postes d'examineurs ont été inscrits au budget pour 2020, y compris une réserve de quelque 260 postes offrant davantage de souplesse pour faire correspondre les effectifs et la charge de travail.

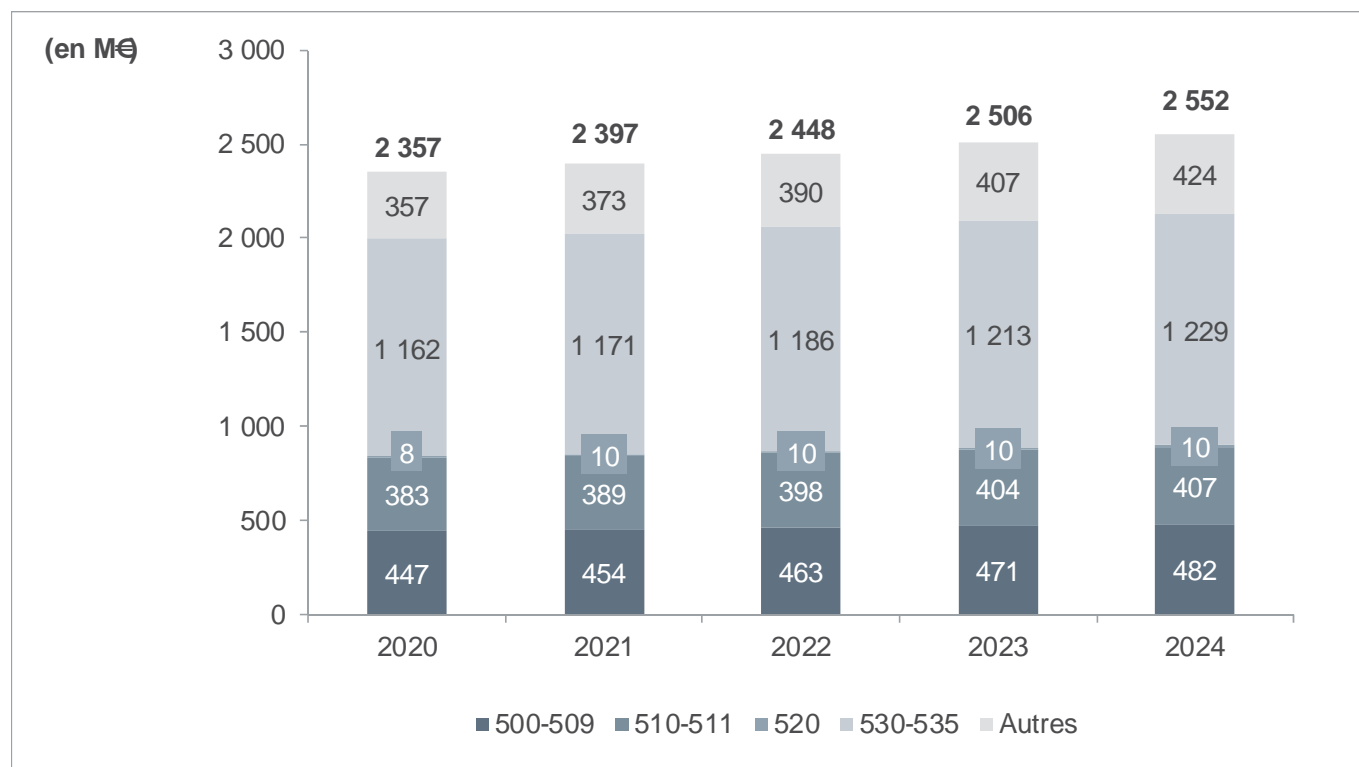
Postes prévus à La Haye

Sur les 7 075 postes inscrits au budget 2020, 2 783 postes sont prévus à La Haye. Ce chiffre est tout à fait conforme aux dispositions du Protocole sur les effectifs de l'Office européen des brevets à La Haye (Protocole sur les effectifs) du 29 novembre 2000.

D. RÉSULTATS BUDGÉTAIRES

DONNÉES IMPORTANTES CONCERNANT LE BUDGET PRINCIPAL 2020 ET LES ESTIMATIONS 2021-2024

(a) Recettes de fonctionnement budgétaire



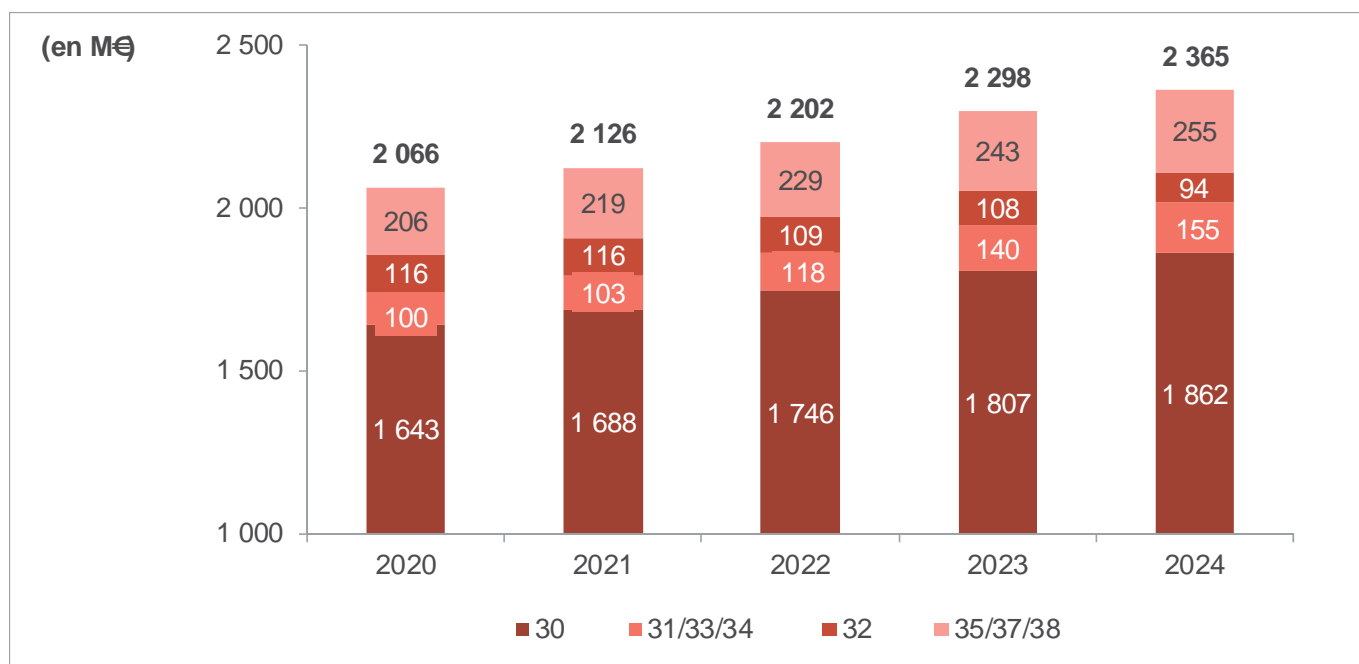
| (en M€) | Ch. réels | Budget | | | | Prévisions | | | | | | | |
|--------------------------|--------------|--------------|--------------|-----------|--------------|------------|--------------|-----------|--------------|-----------|--------------|-----------|---|
| | | 2018 | 2019 | 2020 | % | 2021 | % | 2022 | % | 2023 | % | 2024 | % |
| Groupe | | | | | | | | | | | | | |
| 500-509 | 403 | 414 | 447 | +8 | 454 | +1 | 463 | +2 | 471 | +2 | 482 | +2 | |
| 510-511 | 369 | 352 | 383 | +8 | 389 | +2 | 398 | +2 | 404 | +2 | 407 | +1 | |
| 520 | 5 | 7 | 8 | +16 | 10 | +19 | 10 | -0 | 10 | +2 | 10 | +2 | |
| 530-535 | 1 157 | 1 130 | 1 162 | +3 | 1 171 | +1 | 1 186 | +1 | 1 213 | +2 | 1 229 | +1 | |
| dont IRF | 522 | 460 | 465 | | 456 | | 440 | | 420 | | 405 | | |
| dont NRF (Part de l'OEB) | 545 | 580 | 600 | | 605 | | 620 | | 645 | | 660 | | |
| Autres | 255 | 342 | 357 | +4 | 373 | +5 | 390 | +5 | 407 | +4 | 424 | +4 | |
| TOTAL | 2 190 | 2 248 | 2 357 | +5 | 2 397 | +2 | 2 448 | +2 | 2 506 | +2 | 2 552 | +2 | |

La hausse des recettes provenant des taxes entre 2019 et le budget 2020 s'explique par l'ajustement biennuel des taxes lié à l'inflation en 2020 et l'augmentation des volumes de travail.

Les recettes prévisionnelles au titre du dépôt et de la recherche (groupes 500-509) devraient augmenter de 33 M€ dans le budget 2020 par rapport à 2019. Les recettes au titre de l'examen, de la délivrance et de l'opposition (groupes 510-511) devraient progresser de 31 M€ dans le budget 2020 par rapport à 2019.

Selon les estimations, les recettes provenant des taxes de désignation et des taxes de maintien en vigueur (groupes 530-535) en 2020 devraient augmenter de 32 M€. Les efforts de productivité actuellement fournis par l'Office devraient contribuer à réduire le stock de dossiers en attente, tandis que des mesures supplémentaires d'amélioration de la qualité et du respect des délais devraient raccourcir le temps de traitement des demandes et renouveler le stock de demandes en cours de l'OEB. De ce fait, les taxes annuelles relatives aux demandes devraient diminuer, tandis que celles relatives aux brevets délivrés sont prévues en hausse. Les taxes annuelles pour les demandes de brevet devraient atteindre 465 M€ en 2020 et continuer à décroître pour avoisiner 405 M€ en 2024, tandis que le nombre plus élevé de délivrances se traduira par des recettes plus importantes au titre des taxes annuelles pour les brevets délivrés. La part de l'OEB concernant les taxes annuelles pour les brevets délivrés s'élève à 600 M€ en 2020 et devrait passer à 660 M€ d'ici 2024, ce qui représente une augmentation de 60 M€ sur 5 ans. Il faut toutefois noter que les prévisions relatives aux recettes de fonctionnement s'appuient sur une extrapolation du comportement des demandeurs observé aujourd'hui.

Les autres recettes de fonctionnement augmenteront de 14 M€ en 2020, ce qui s'explique principalement par la révision des estimations sur la taille et l'allocation des avoirs du portefeuille EPOTIF (les crédits budgétaires pour les plus-values potentielles EPOTIF s'élèvent à 116 M€ dans le budget 2020, contre 107 M€ dans le budget 2019). Dans l'ensemble, l'EPOTIF a un impact neutre sur le budget dans la mesure où le même montant apparaît également dans les Autres dépenses de fonctionnement.

(b) Dépenses de fonctionnement budgétaires

| (en M€) | Ch. réels | Budget | | | | Prévisions | | | | | | | |
|----------|-----------|--------|-------|------|-------|------------|-------|------|-------|------|-------|------|---|
| | | 2018 | 2019 | 2020 | % | 2021 | % | 2022 | % | 2023 | % | 2024 | % |
| Chapître | | | | | | | | | | | | | |
| 30 | 1 477 | 1 585 | 1 643 | +4 | 1 688 | +3 | 1 746 | +3 | 1 807 | +4 | 1 862 | +3 | |
| 31/33/34 | 72 | 111 | 100 | -9 | 103 | +3 | 118 | +14 | 140 | +19 | 155 | +11 | |
| 32 | 109 | 110 | 116 | +5 | 116 | -0 | 109 | -5 | 108 | -1 | 94 | -13 | |
| 35/37/38 | 70 | 191 | 206 | +8 | 219 | +6 | 229 | +5 | 243 | +6 | 255 | +5 | |
| TOTAL | 1 728 | 1 997 | 2 066 | +3 | 2 126 | +3 | 2 202 | +4 | 2 298 | +4 | 2 365 | +3 | |

Par rapport au budget 2019, les dépenses de fonctionnement totales augmenteront de 69 M€ (+3 %).

Les frais de personnel (chapitre 30) afficheront une augmentation de 59 M€ (+3,7 % par rapport à 2019). Les dépenses liées aux traitements de base (hors impôt interne) affichent une augmentation modérée de 21 M€, en raison de quatre éléments :

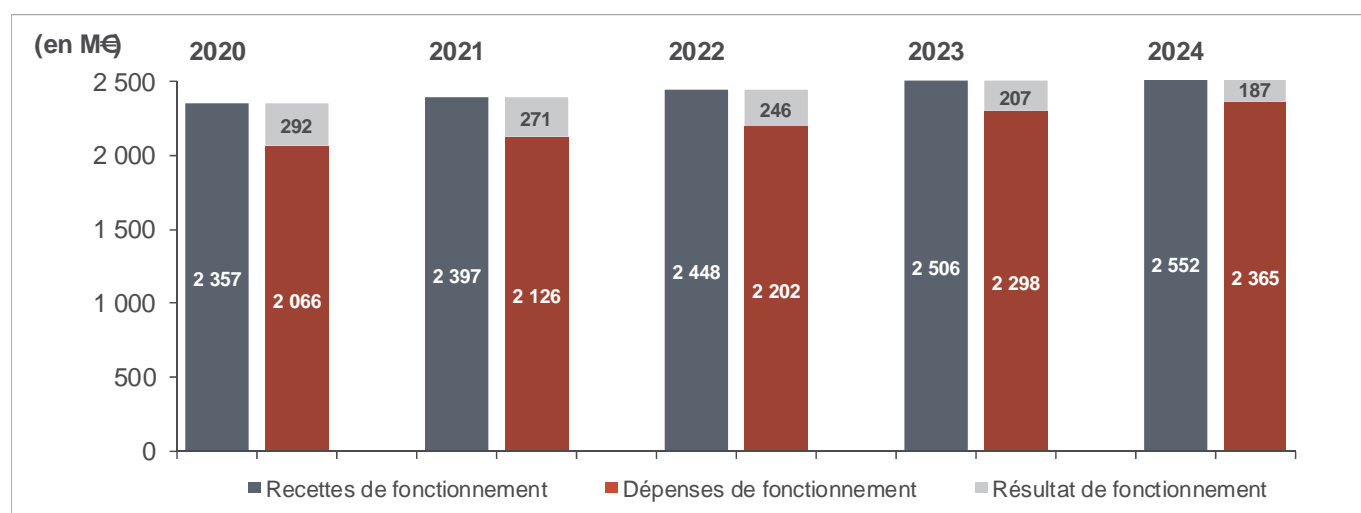
- premièrement, l'ajustement au titre de l'inflation découlant de l'application de la méthode salariale, au taux estimé de 2,5 % à partir du 1er juillet 2020 ;
- deuxièmement, l'effet de l'évolution de carrière et des primes, toujours estimé à 3 % aux fins de la planification ;
- troisièmement, les hypothèses révisées sur le nombre total d'agents-années rémunérés en 2020 (6 495 dans le budget 2020 contre 6 565 dans le budget 2019) ;
- quatrièmement, la diminution des frais de personnel en 2020, qui compense les augmentations des trois éléments précédents et s'explique principalement par l'écart de traitement entre les nouveaux agents et les retraités, ainsi que par de nouveaux paramètres concernant le délai dans lequel les postes vacants sont pourvus.

Au sein du chapitre 30, les dépenses pour ajustements fiscaux augmenteront de 6 M€, traduisant le nombre plus élevé de retraités en 2020 ; ces dépenses sont couvertes par le budget de l'Office. Cette obligation, de même que les engagements relatifs aux allocations familiales pour les retraités, n'est pas financée par le RPSS. Elle est donc couverte par l'Office.

La baisse dans les chapitres 31/33/34 s'explique principalement par la diminution des charges de fonctionnement au niveau de la maintenance des biens et des équipements.

L'augmentation de 6 M€ des dépenses de fonctionnement informatiques (chapitre 32) reflète les dotations budgétaires supplémentaires estimées nécessaires.

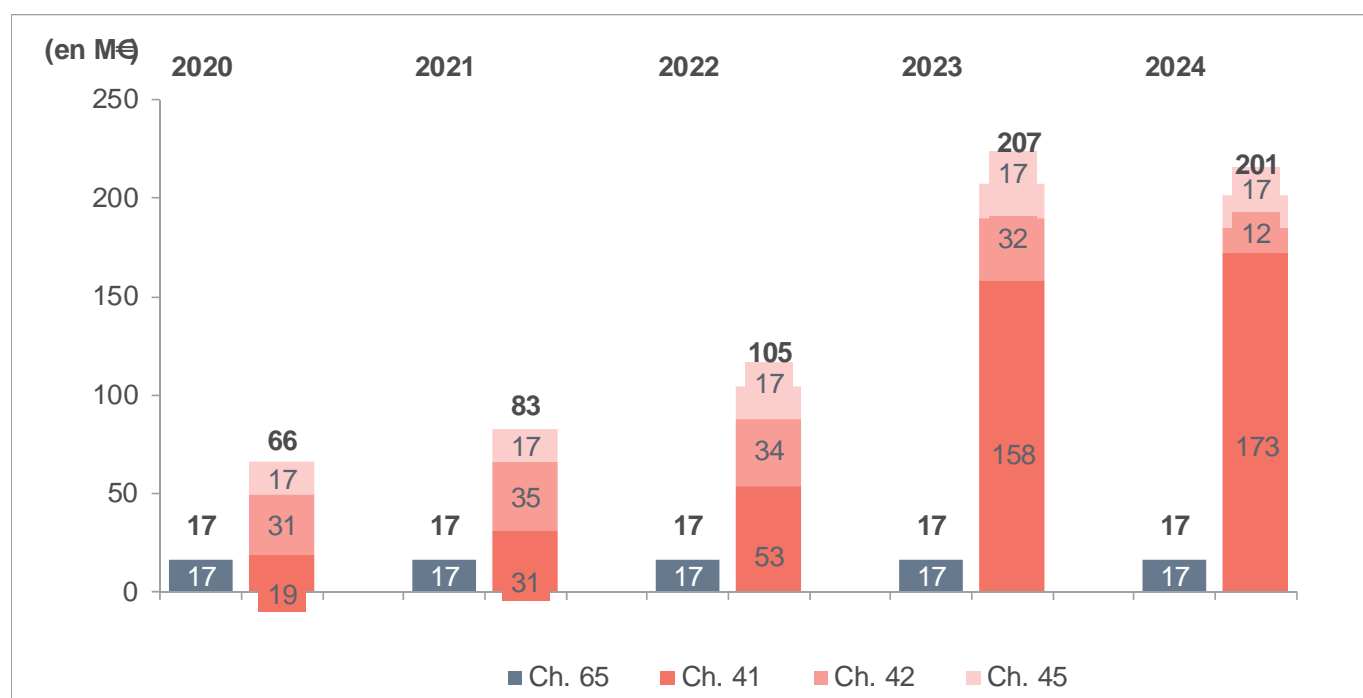
L'augmentation de 15 M€ des Autres dépenses (chapitres 35/37/38) est principalement imputable à la révision des estimations sur la taille et l'allocation des actifs du portefeuille EPOTIF (les crédits budgétaires pour les moins-values potentielles d'EPOTIF s'élèvent à 116 M€ dans le budget 2020, contre 107 M€ dans le budget 2019).

(c) Résultat budgétaire de fonctionnement

| (en M€) | Ch. réels | Budget | | Prévisions | | | |
|----------------------------|-----------|--------|-------|------------|-------|-------|-------|
| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Recettes de fonctionnement | 2 190 | 2 248 | 2 357 | 2 397 | 2 448 | 2 506 | 2 552 |
| Dépenses de fonctionnement | 1 728 | 1 997 | 2 066 | 2 126 | 2 202 | 2 298 | 2 365 |
| Résultat de fonctionnement | 462 | 252 | 292 | 271 | 246 | 207 | 187 |

Le résultat de fonctionnement correspond à la différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. En 2020, il devrait augmenter de 40 M€ par rapport au budget 2019.

(d) Recettes et dépenses d'investissement budgétaires



| (en M€) | Ch. réels | Budget | | | | Prévisions | | | | | | | |
|------------------------------------|-----------|-----------|-----------|------------|-----------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|-----------|---|
| | | 2018 | 2019 | 2020 | % | 2021 | % | 2022 | % | 2023 | % | 2024 | % |
| Recettes en capital | | | | | | | | | | | | | |
| Ch. 65 | 15 | 17 | 17 | +0 | 17 | +0 | 17 | +0 | 17 | +0 | 17 | +0 | |
| Dépenses en capital | | | | | | | | | | | | | |
| Ch. 41 | 44 | 51 | 19 | -62 | 31 | +63 | 53 | +72 | 158 | +106 | 173 | +9 | |
| Ch. 42 | 19 | 20 | 31 | +53 | 35 | +15 | 34 | -2 | 32 | -7 | 12 | -63 | |
| Ch. 45 | 17 | 17 | 17 | +0 | 17 | +0 | 17 | +0 | 17 | +0 | 17 | +0 | |
| TOTAL | 79 | 87 | 66 | -24 | 83 | +25 | 105 | +26 | 207 | +98 | 201 | -3 | |
| Résultat des opérations en capital | -64 | -71 | -50 | -30 | -66 | +33 | -88 | +33 | -190 | +116 | -185 | -3 | |

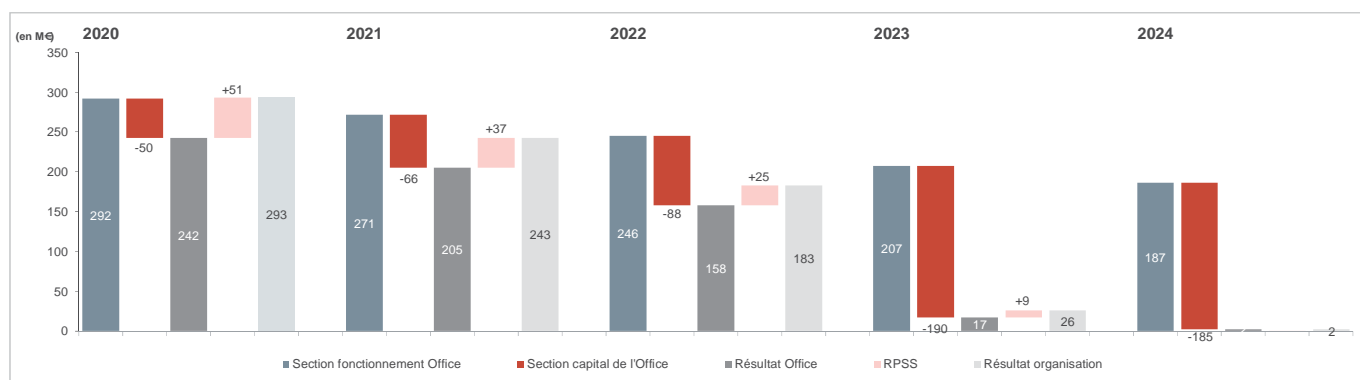
Les recettes en capital prévues au budget (chapitre 65) comprennent les remboursements par le personnel des prêts à la construction, dont le montant est égal aux prêts à la construction devant être accordés (Dépenses en capital, chapitre 45).

Le résultat des opérations en capital devrait s'améliorer de 21 M€ grâce en partie à la finalisation du projet New Main. Les investissements liés à l'immobilier en 2020 sont repris au chapitre 41.

Le chapitre 42 concernant les dépenses d'investissement informatiques augmente de 11 M€ par rapport au budget 2019. Le budget 2020 prévoit 24 M€ pour les programmes liés au BIT et 7 M€ pour les opérations BIT, pour un total de 31 M€.

(e) Budget aux fins d'autorisation : Résultats globaux de l'Office et de l'Organisation

Résultat budgétaire global pour la période :



| (en M€) | Ch. réels | Budget | | Prévisions | | | |
|-------------------------------|-----------|--------|------|------------|------|------|------|
| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Section fonctionnement Office | 462 | 252 | 292 | 271 | 246 | 207 | 187 |
| Section capital de l'Office | -64 | -71 | -50 | -66 | -88 | -190 | -185 |
| Résultat Office | 398 | 181 | 242 | 205 | 158 | 17 | 2 |
| RPSS | 76 | 43 | 51 | 37 | 25 | 9 | 0 |
| Résultat organisation | 474 | 224 | 293 | 243 | 183 | 26 | 2 |

Le résultat 2020 de l'Organisation est estimé à 293 M€, en augmentation de 69 M€ (+31 %) par rapport au budget 2019.

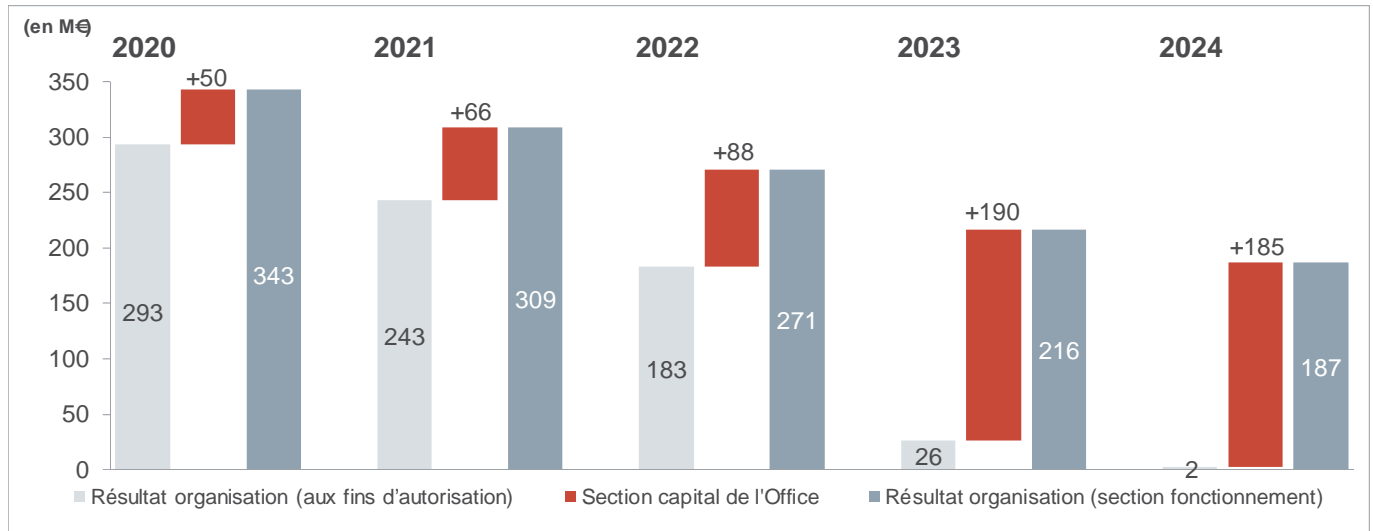
Le résultat de la section de fonctionnement de l'Office s'explique principalement par l'ajustement biennuel des taxes lié à l'inflation en 2020 et par un glissement partiel des taxes annuelles au titre des demandes de brevet vers les taxes annuelles au titre des brevets délivrés du côté des recettes sur la durée du plan (2020-2024). Le budget n'intègre pas d'hypothèses pour l'ajustement biennuel des taxes lié à l'inflation en 2022 et en 2024 sur la durée du plan. Du côté des dépenses de fonctionnement, l'accroissement est déterminé par les frais de personnel, qui augmentent de 3 % par an, en moyenne. En conséquence, le résultat total de la section de fonctionnement de l'Office devrait diminuer sur cette période.

Sur la période, l'évolution des Investissements de l'Office est dominée par les investissements immobiliers.

Le nombre prévu de pensions augmentant sur la période couverte par les prévisions, le résultat des RPSS devrait diminuer entre 2020-2024 par rapport à 2019.

(f) Base pour le passage du budget aux fins d'autorisation aux IFRS

Le passage du budget aux fins d'autorisation à la présentation des résultats selon les normes IFRS s'effectue sur la base du résultat budgétaire global aux fins d'autorisation de l'Organisation duquel sont éliminées les opérations en capital qui ne sont pas pertinentes pour les besoins de la présentation aux normes IFRS, pour calculer le résultat budgétaire de l'Organisation (section fonctionnement).



| Base pour le passage du budget aux fins d'autorisation aux IFRS (en M€) | Ch. réels | Budget | | | Prévisions | | | |
|--|-----------|--------|------|------|------------|------|------|------|
| | | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Résultat organisation (aux fins d'autorisation) | 474 | 224 | 293 | 243 | 183 | 26 | 2 | |
| Élimination des opérations en capital de l'Office - Section capital de l'Office | 64 | 71 | 50 | 66 | 88 | 190 | 185 | |
| Résultat organisation (section fonctionnement) | 538 | 294 | 343 | 309 | 271 | 216 | 187 | |

E. RÉCAPITULATIF BUDGÉTAIRE PAR UNITÉS ORGANISATIONNELLES / PERFORMANCES

Le récapitulatif budgétaire par unités organisationnelles / performances a été élaboré conformément à l'objectif des crédits budgétaires de la section fonctionnement et de la section capital du budget principal (perspective des fonds confiés).

| OEB Budget 2020 | | | | | | | | | |
|--|------------------|----------------|------------------|----------------------------------|-----------------------|---|---------------------|-------------------|----------|
| | Total | DG 0 | DG 1 | DG 4 | DG 5 | CDR | PBU | Non attribuables* | |
| | | 2020 | Management | Procédure délivrance des brevets | Services d'entreprise | Questions juridiques / Affaires internationales | Chambres de recours | | |
| Effectif du personnel - postes permanents | | | | | | | | | |
| Groupe d'emplois 1-4 | 5 562 | 103 | 4 650 | 436 | 141 | 232 | 0 | 0 | 0 |
| Groupe d'emplois 5-6 | 1 513 | 62 | 799 | 480 | 128 | 44 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 7 075 | 165 | 5 449 | 916 | 269 | 276 | 0 | 0 | 0 |
| Section Fonctionnement - dépenses en k€ | | | | | | | | | |
| Chapitre/Groupe | | | | | | | | | |
| 300 Personnel | | | | | | | | | |
| Traitement de base, allocations et taxe interne | 1 579 030 | 51 270 | 991 035 | 145 230 | 44 510 | 65 035 | 0 | 275 155 | 0 |
| 301-305 Autres (y compris formations, écoles) | 64 385 | 390 | 5 145 | 57 355 | 305 | 490 | 0 | 700 | 0 |
| 31 Travaux d'entretien des biens et du matériel | 53 585 | 0 | 0 | 53 585 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 32 Dépenses de fonctionnement informatiques | 115 765 | 0 | 0 | 115 765 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 33 Co-opération et réunions | 27 915 | 30 | 190 | 2 485 | 23 340 | 0 | 485 | 1 385 | 0 |
| 34 Information brevets et relations publiques | 18 975 | 8 450 | 5 750 | 720 | 4 025 | 30 | 0 | 0 | 0 |
| 35 Dépenses de fonctionnement général | 89 790 | 7 510 | 12 180 | 65 390 | 4 210 | 500 | 0 | 0 | 0 |
| 37 Dépenses de projets financés par des tiers | 135 | 0 | 35 | 0 | 100 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 38 Dépenses financière | 116 000 | 0 | 0 | 116 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 30-38 Total dépenses section fonctionnement | 2 065 580 | 67 650 | 1 014 335 | 878 740 | 76 490 | 66 055 | 485 | 276 540 | 0 |
| Section Fonctionnement - recettes en k€ | | | | | | | | | |
| Chapitre/Groupe | | | | | | | | | |
| 500 Recettes dépôt et recherche (CBE) | 245 695 | 0 | 245 695 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 501 Recettes dépôt et recherche (PCT) | 137 135 | 0 | 137 135 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 509 Recettes autres travaux de recherche | 64 530 | 0 | 64 530 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 510 Recettes examen, délivrance et opposition (CBE) | 366 635 | 0 | 366 635 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 511 Recettes examen (PCT) | 14 855 | 0 | 14 855 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 52 Taxes de recours | 9 700 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 700 | 0 | 0 | 0 |
| 530 Taxes de designation et taxes annuelles (CBE) | 1 157 455 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 157 455 | 0 |
| 532 Taxes annuelles (PBU) | 2 830 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 830 | 0 | 0 |
| 535 Taxes d'extension et de validation | 1 850 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 850 | 0 |
| 540 Produits d'information brevets | 8 240 | 0 | 0 | 0 | 7 710 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 55 Recettes de fonctionnement général, impôt interne | 230 805 | 0 | 3 000 | 1 885 | 2 375 | 25 | 50 | 223 470 | 0 |
| 57 Financement de projets par des tiers | 135 | 0 | 35 | 0 | 100 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 58 Recettes financières | 117 500 | 0 | 0 | 117 500 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 50-58 Total recettes section fonctionnement | 2 357 365 | 0 | 831 885 | 119 385 | 10 185 | 9 725 | 2 880 | 1 383 305 | 0 |
| Total résultat de fonctionnement | 291 785 | -67 650 | -182 450 | -759 355 | -66 305 | -56 330 | 2 395 | 1 106 765 | 0 |
| Section capital en k€ | | | | | | | | | |
| Total dépenses section capital | 66 405 | 0 | 0 | 66 405 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total recettes section capital | 16 800 | 0 | 0 | 16 800 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total résultat section capital | -49 605 | 0 | 0 | -49 605 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Résultat Office | 242 180 | -67 650 | -182 450 | -808 960 | -66 305 | -56 330 | 2 395 | 1 106 765 | 0 |

| Nom du produit | Référence aux Coûts de fonctionnement normalisés par produit | | | | | | | Non attribuables* |
|----------------|--|--|------|---|------------|-----|---|-------------------|
| | DG 0 | DG 1 | DG 4 | DG 5 | CDR | PBU | | |
| - | - | 1. Dépôt 2. Recherche 3. Examen 4. Opposition | - | 6. Informations brevets/ Publication 7. Coopération Technique 8. Académie européenne des brevets | 5. Recours | - | - | - |

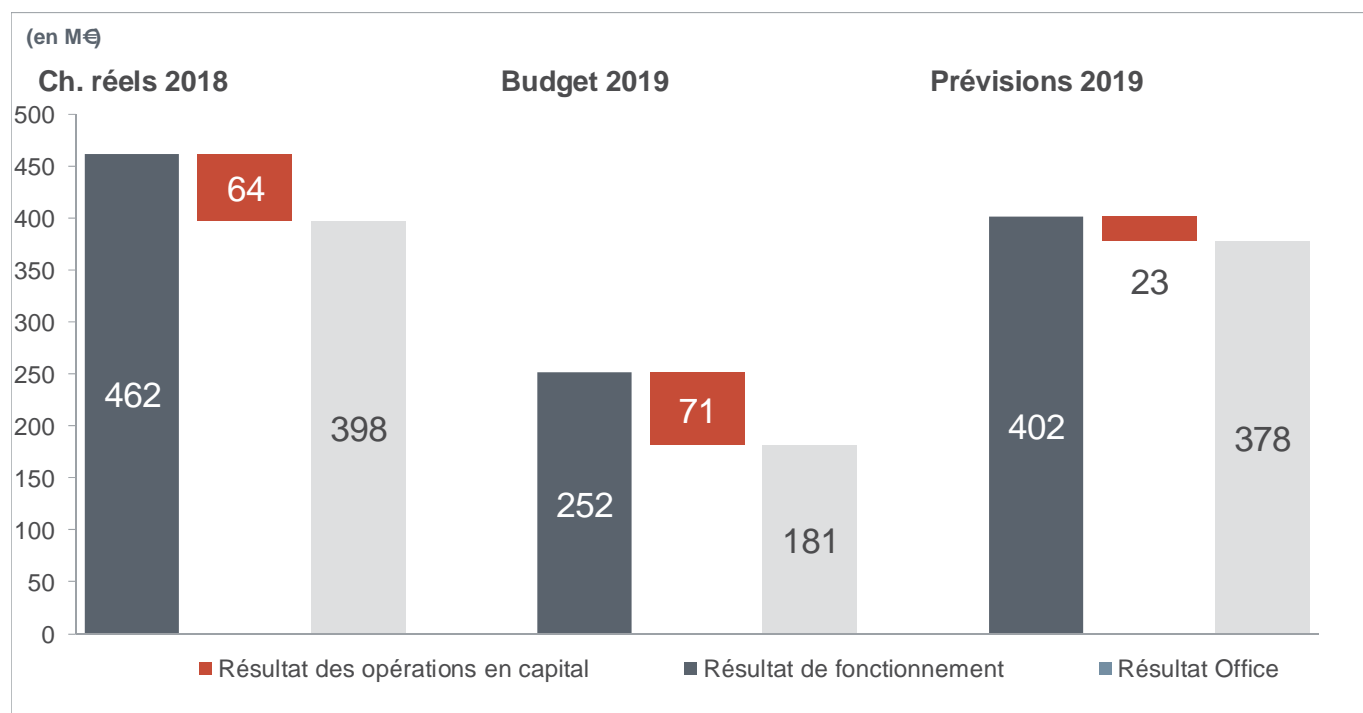
* Les postes non alloués ont principalement trait à l'impôt interne et aux taxes de maintien en vigueur.

F. PRÉVISION

Le tableau ci-dessous fournit une prévision à jour des résultats financiers de l'exercice comptable 2019, basée tout d'abord sur le budget d'autorisation et, d'autre part, conforme aux normes IFRS.

Budget aux fins d'autorisation

Les prévisions détaillées au niveau de chaque article figurent dans les parties I et II du budget d'autorisation.



| (en M€) | Ch. réels | 2019 | |
|---|------------|------------|------------|
| | 2018 | Budget | Prévisions |
| Recettes de fonctionnement | 2 190 | 2 248 | 2 196 |
| Dépenses de fonctionnement | 1 728 | 1 997 | 1 794 |
| Résultat de fonctionnement | 462 | 252 | 402 |
| Recettes en capital | 15 | 17 | 17 |
| Dépenses en capital | 79 | 87 | 40 |
| Résultat des opérations en capital | -64 | -71 | -23 |
| Résultat Office | 398 | 181 | 378 |

Le résultat de la section de fonctionnement du budget aux fins d'autorisation devrait avoisiner 407 M€ et par conséquent dépasser considérablement le budget (252 M€).

Cette évolution s'explique par la croissance des taxes de procédure, en particulier pour l'examen et la délivrance. Les taxes annuelles au titre des demandes de brevet devraient selon les prévisions dépasser le budget de 25 M€ pour s'élever à 485 M€, tandis que les recettes au titre des taxes nationales de maintien en vigueur devraient être en ligne avec les montants inscrits au budget (580 M€).

Les recettes globales dans la section de fonctionnement, estimées à 2 195 M€, devraient légèrement dépasser le chiffre de l'année dernière tout en étant inférieures au budget 2019. Les chapitres sur les recettes provenant des taxes de procédure sont conformes aux dispositions correspondantes du budget, à l'exception des taxes d'examen et de délivrance (en raison de la hausse des volumes). Comme nous l'avons déjà mentionné, les taxes annuelles au titre des demandes de brevet seront inférieures aux chiffres inscrits au budget. Le déficit de recettes de fonctionnement prévisionnelles par rapport aux recettes budgétisées est principalement dû à l'EPOTIF, le budget aux fins d'autorisation ne reflétant que les plus-values réalisées. Pour 2019, des plus-values non réalisées significatives sont attendues pour l'EPOTIF qui n'apparaissent pas dans le budget aux fins d'autorisation.

Les dépenses de fonctionnement budgétaires prévisionnelles devraient atteindre 1 788 M€ et donc ressortir en dessous du budget (sous-utilisation des crédits d'environ 209 M€). Cette sous-utilisation des crédits est principalement due à l'EPOTIF, car il n'y a pas de moins-values réalisées attendues (107 M€), ainsi qu'à une baisse des frais de personnel (59 M€).

Les investissements devraient être plus faibles que l'an dernier, principalement en raison de l'achèvement de l'immeuble New Main à La Haye. L'excédent budgétaire global devrait s'établir à 384 M€, soit environ 14 M€ de moins qu'en 2018.

IFRS

Les prévisions détaillées du résultat global IFRS figurent dans la section "Résultats IFRS".

| (en M€) | 2019 | |
|--|--------|------------|
| | Budget | Prévisions |
| Produits d'exploitation IFRS | 2 006 | 1 997 |
| Charges d'exploitation IFRS | 1 741 | 1 711 |
| Résultat de fonctionnement IFRS | 265 | 286 |
| Produits financiers IFRS | 557 | 526 |
| Charges financières IFRS | 560 | 556 |
| Résultat financier IFRS | -2 | -30 |
| Bénéfice/perte de l'exercice IFRS | 263 | 256 |
| Autres éléments du résultat global pour l'année IFRS | 0 | 0 |
| Résultat global IFRS | 263 | 256 |

Les données budgétaires et prévisionnelles IFRS sont basées sur un taux d'actualisation normalisé de 5 %.

En ce qui concerne l'état du résultat global IFRS, le résultat total selon les normes IFRS se situerait autour de 1 997 M€ à la fin de l'année, légèrement en dessous du budget 2019. Cette évolution résulte principalement de la baisse de la production par rapport au budget, partiellement compensée par la hausse attendue des recettes provenant des taxes annuelles au titre des demandes de brevet.

Les dépenses de fonctionnement devraient selon les prévisions être inférieures au budget (30 M€), en raison de la sous-utilisation des crédits mentionnée dans le budget aux fins d'autorisation. Les tendances décrites ci-dessus entraîneront un résultat de fonctionnement IFRS de 286 M€, dépassant le budget de 21 M€.

Les produits financiers proviennent principalement du rendement attendu des actifs de l'EPOTIF (4 % par an, soit environ 100 M€) et des RFPSS (5,25 % par an, soit environ 424 M€). Les charges financières concernent principalement des charges d'intérêts d'environ 550 M€ sur les obligations à prestations définies. Au total, cela conduit à un résultat financier négatif attendu de -30 M€ pour l'exercice 2019.

Sachant que les autres éléments du résultat global de l'exercice dépendent principalement des fluctuations des marchés financiers, aucune valeur prévisionnelle n'a été portée au budget à ce titre.

Le résultat de fonctionnement normalisé prévisionnel 2019 s'élève à 286 M€. L'impact résultant de la normalisation sur les prévisions 2019 est estimé à -465 M€, ce qui fait ressortir un résultat de fonctionnement IFRS sans normalisation de -179 M€ (sur la base d'un taux d'intérêt de 1,99 % pour les retraites).

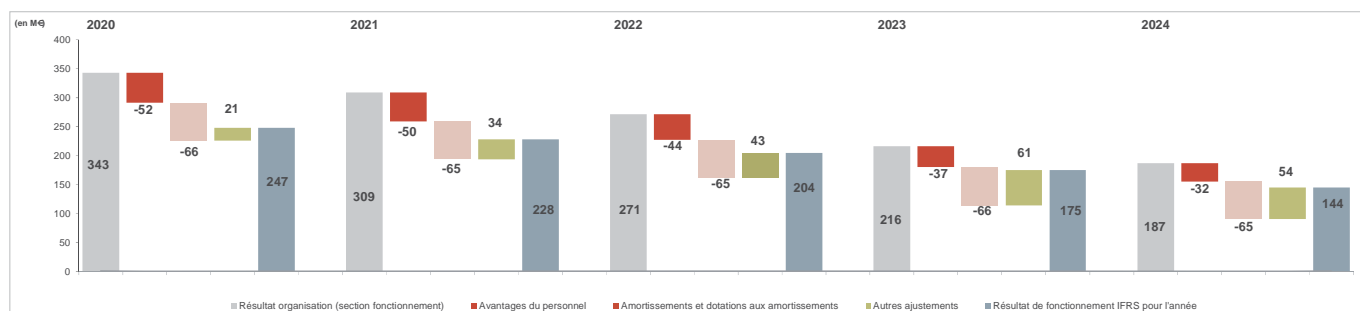
G. EXPLICATIONS CONCERNANT LES ÉTATS FINANCIERS PRÉVISIONNELS SOUS IFRS

(a) État du résultat global

Résultat opérationnel

L'état prévisionnel du résultat global est dérivé du budget aux fins d'autorisation de l'Organisation (résultat de fonctionnement), retraité des ajustements suivants :

- Avantages du personnel : les contributions au régime de pensions et de sécurité sociale (RPSS) sont remplacées par le coût des services rendus au cours de la période, des services passés pour les obligations au titre des prestations définies avec un taux d'actualisation retenu de 5 % et le coût des services pour le PES. Par ailleurs, les différences dans les prestations versées, ainsi que les variations des provisions pour les congés non pris et les frais de personnel pour les prêts à la construction y sont pris en compte.
- Introduction des amortissements et dotations aux amortissements pour les actifs immobilisés.
- Les autres ajustements ont trait aux décalages dans le temps relatifs à la constatation des recettes au titre des taxes de procédure (différences entre le solde d'ouverture et le solde de clôture pour les taxes payées d'avance), à la constatation d'immobilisations incorporelles développées en interne, aux ajustements au titre des contrats de location (IFRS 16) et à la réaffectation des recettes et dépenses entre le résultat de fonctionnement et le résultat financier, traités différemment dans le budget aux fins d'autorisation et selon les normes IFRS.



| Passage du budget aux fins d'autorisation aux IFRS (en M€) | Budget/Planification | | Prévisions/Planification | | | |
|---|----------------------|------|--------------------------|------|------|------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Résultat organisation (section fonctionnement) | 294 | 343 | 309 | 271 | 216 | 187 |
| Avantages du personnel | -18 | -52 | -50 | -44 | -37 | -32 |
| Amortissements et dotations aux amortissements | -52 | -66 | -65 | -65 | -66 | -65 |
| Autres ajustements | 41 | 21 | 34 | 43 | 61 | 54 |
| Résultat de fonctionnement IFRS pour l'année | 265 | 247 | 228 | 204 | 175 | 144 |

Le résultat de fonctionnement aux normes IFRS comprend les postes suivants :

| (en M€) | Budget/Planification | | Prévisions/Planification | | | |
|--|----------------------|---------------|--------------------------|------------|------------|------------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Recettes de fonctionnement | 2 006 | 2 047 | 2 059 | 2 074 | 2 096 | 2 104 |
| Dépenses afférentes aux avantages du personnel | -1 385 | -1 445 | -1 482 | -1 524 | -1 568 | -1 609 |
| Dépenses dotations aux amortissements | -52 | -66 | -65 | -65 | -66 | -65 |
| Autres dépenses de fonctionnement | -304 | -288 | -284 | -281 | -288 | -286 |
| Résultat de fonctionnement IFRS pour l'année | 265 | 247 | 228 | 204 | 175 | 144 |

Les recettes de fonctionnement de 2020 devraient augmenter de 41 M€ par rapport à la Planification 2019, du fait principalement d'une production accrue dans la recherche, et d'une augmentation générale des taxes de 4 % à compter du 1^{er} avril 2020. L'évolution jusqu'en 2024 reflète la mise en œuvre de la Certitude rapide, ainsi que les efforts constants de l'Office pour optimiser la qualité et l'efficacité.

En 2020 les avantages du personnel augmentent de 4,3 % par rapport à 2019, reflétant l'effet conjugué d'une base agents-années rémunérés en léger retrait (de 6 565 dans le budget 2019 à 6 495 en 2020), l'effet du remplacement des agents partant à la retraite par des salaires d'entrée plus faibles ainsi que des coûts des services pour les pensions et les avantages postérieurs à l'emploi qui augmentent faiblement dans le cadre de l'hypothèse d'un taux d'actualisation de 5 %. Comme les années précédentes, le Service International des Rémunérations et des Pensions (SIRP) de l'OCDE a fourni des estimations concernant les engagements de retraite à prestations définies. L'Office a retenu pour le budget 2020 et les estimations 2021-2024 le taux d'actualisation fixe anticipé de 5 % déjà utilisé depuis 2012.

Le résultat de fonctionnement de 2020 est positif à 247 M€, en baisse de 18 M€, soit 7 %, par rapport au résultat de fonctionnement inscrit au budget 2019.

Résultat financier

Le résultat financier aux normes IFRS comprend les postes suivants :

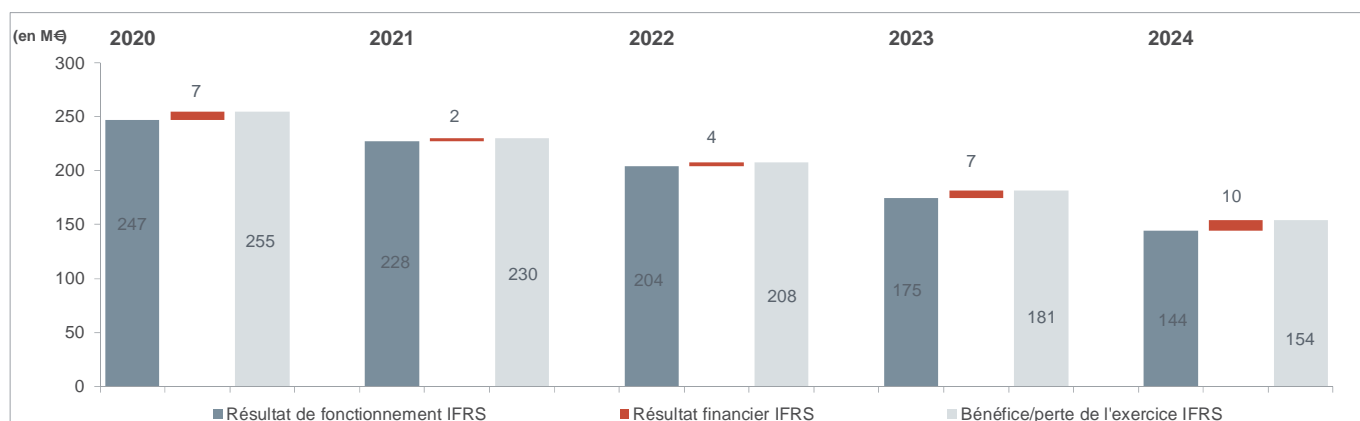
| Composition du résultat financier (en M€) | Budget/Planification | | Prévisions/Planification | | | |
|--|----------------------|-------------|--------------------------|----------|----------|-----------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| EPOTIF rendement attendu de l'actif | 99 | 107 | 117 | 127 | 136 | 145 |
| FRPSS | 451 | 479 | 491 | 516 | 543 | 570 |
| Coût financier obligations au titre des prestations définies | -554 | -580 | -608 | -642 | -674 | -706 |
| Autre résultat financier | 2 | 3 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Résultat financier IFRS pour l'année | -2 | 7 | 2 | 4 | 7 | 10 |

Le résultat financier est essentiellement déterminé par le rendement attendu sur les actifs des FRPSS calculé sur la base de l'objectif de rendement à long terme de 3,25 % au-dessus de l'indice des prix à la consommation allemand (taux nominal de 5,25 %) diminué du coût financier des engagements de retraite à prestations définies.

Le rendement attendu de l'EPOTIF correspond à l'objectif à long terme estimé de rendement net de 4 % (taux d'intérêt nominal), moins les frais de gestion d'actifs.

Résultat global IFRS pour l'exercice

Les résultats IFRS prévisionnels de l'Organisation sont indiqués ci-dessous, avec une ventilation entre le résultat de fonctionnement et le résultat financier.



| (en M€) | Budget/Planification | | Prévisions/Planification | | | |
|--|----------------------|------|--------------------------|------|------|------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Résultat de fonctionnement IFRS | 265 | 247 | 228 | 204 | 175 | 144 |
| Résultat financier IFRS | -2 | 7 | 2 | 4 | 7 | 10 |
| Bénéfice/perte de l'exercice IFRS | 263 | 255 | 230 | 208 | 181 | 154 |
| Autres éléments du résultat global pour l'année IFRS | - | - | - | - | - | - |
| Résultat global IFRS pour l'année | 263 | 255 | 230 | 208 | 181 | 154 |

Le résultat 2020 IFRS de l'Organisation est estimé à 255 M€, soit une réduction de 8 M€ par rapport au budget 2019.

Sachant que les autres éléments du résultat global de l'exercice dépendent principalement des fluctuations des marchés financiers, aucune valeur prévisionnelle n'a été portée au budget à ce titre.

Au total, le résultat global attendu pour l'exercice est donc égal au bénéfice IFRS prévu.

b) État de la situation financière en IFRS

| (en M€) | Budget/Planification | | Prévisions/Planification | | | |
|--|----------------------|---------------|--------------------------|---------------|---------------|---------------|
| | 1.1.2020 | 31.12.2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Actifs immobilisés | 662 | 711 | 712 | 734 | 859 | 979 |
| FRPSS actifs nets | 8 725 | 9 351 | 9 839 | 10 344 | 10 867 | 11 407 |
| Liquidités | 5 | 141 | 368 | 539 | 563 | 559 |
| Trésorerie diversifiée | 2 707 | 2 813 | 2 930 | 3 057 | 3 193 | 3 338 |
| Autres actifs | 338 | 371 | 398 | 431 | 471 | 510 |
| TOTAL DE L'ACTIF | 12 437 | 13 388 | 14 248 | 15 105 | 15 954 | 16 793 |
| Capitaux propres | -833 | -578 | -348 | -140 | 41 | 195 |
| Obligations au titre des prestations définies | 11 769 | 12 397 | 13 040 | 13 694 | 14 351 | 15 019 |
| Taxes payées d'avance | 945 | 918 | 892 | 870 | 846 | 831 |
| Autres passifs | 556 | 650 | 664 | 682 | 716 | 749 |
| TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS | 12 437 | 13 388 | 14 248 | 15 105 | 15 954 | 16 793 |

Actifs

Immobilisations

Les immobilisations de l'OEB (immobilisations corporelles et incorporelles) devraient augmenter légèrement à partir de 2021, en suivant la courbe d'investissement. La nouvelle norme sur les contrats de location (IFRS 16) est prise en compte sur la période de planification, ce qui entraîne une augmentation des immobilisations en raison de l'immobilisation à l'actif du droit d'usage des contrats. Les passifs financiers résultant de la comptabilisation des passifs au titre de contrats de location, ainsi que de dotations aux amortissements annuelles et de charges financières supplémentaires sont également comptabilisés intégralement.

ACTIFS NETS DES FRPSS

Les actifs des FRPSS devraient croître de 5,1 % par an en moyenne, pour atteindre 11 Md€ en 2024. Cette croissance reflète les contributions nettes des prestations versées aux régimes de pensions et d'assurance soins de santé, ainsi que le taux de rendement à long terme attendu de 5,25 %.

EPOTIF

Suite à la révision des Directives de placement, les actifs financiers relatifs à l'EPOTIF figurent à présent en tant que poste distinct dans le bilan, alors que jusqu'au budget 2019, les actifs achetés par l'Office pour des placements de trésorerie étaient comptabilisés en tant qu'obligations et liquidités. L'évolution du portefeuille EPOTIF est dictée par le taux de rendement à long terme attendu de 4,0 % diminué des frais de gestion d'actifs.

Liquidités

Les liquidités comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis par les IFRS.

Autres actifs

Les Autres actifs devraient augmenter entre 2020 et 2024, en raison de la croissance des comptes clients et autres débiteurs ainsi qu'à celle des actifs du plan d'épargne salariale.

Capitaux propres et passif

Capitaux propres

Il convient de noter que les capitaux propres normalisés négatifs de début 2020 s'élèvent à -833 M€ et sont moins négatifs que le montant enregistré à la fin du dernier exercice clôturé (-10 804 M€ au 31.12.2018). Cette variation est principalement due à l'écart entre le taux d'actualisation retenu, soit 5 % pour les obligations au titre des prestations définies (dont principalement les pensions), et le taux d'actualisation effectif à la clôture de l'exercice 2018 (soit 1,99 % pour les pensions).

Les capitaux propres normalisés négatifs de -578 M€ en 2020 devraient s'améliorer progressivement pour atteindre le chiffre positif de 195 M€ en 2024.

La volatilité du taux d'actualisation, ajoutée au fait que l'évaluation des passifs dépend étroitement des changements affectant le taux d'actualisation, peut entraîner, au moins à court terme, des fluctuations extrêmes des chiffres réels des passifs et, par conséquent, des capitaux propres négatifs. Le tableau des capitaux propres ci-dessus vise par conséquent principalement à refléter l'évolution escomptée des capitaux propres d'une année sur l'autre, en prenant une base comparable, plutôt qu'à permettre une comparaison entre prévisions et chiffres réels.

Obligations au titre des prestations définies

Un taux d'actualisation normalisé de 5 % a été appliqué sur la période couverte. Les engagements de retraite à prestations définies devraient croître en moyenne de 4,9 % par an pour atteindre 15 Md€ en 2024.

Taxes payées par anticipation

Les taxes payées d'avance (à court et à long terme) présentent une diminution de 87 M€ (-9 %) sur la période considérée, ce qui correspond à l'évolution attendue des demandes en instance suite à la mise en place de la procédure de certitude rapide et des gains d'efficacité constatés ces dernières années dans la procédure de délivrance de brevets.

Autres passifs

Les autres passifs (à court et à long terme) augmentent principalement en raison des postes fournisseurs et autres créditeurs ainsi que des obligations au titre du plan d'épargne salariale. Le poids du plan d'épargne salariale dans les actifs comme dans les passifs reste faible sur toute la période considérée et s'élève à 235 M€, soit 1,6 % des obligations au titre des prestations définies d'ici à fin 2024.

Futures taxes de maintien en vigueur générées par les brevets européens et unitaires et coûts des travaux non effectués dépassant les taxes payées d'avance déjà perçues

| (en M€) | Budget/Planification | | Prévisions/Planification | | | |
|--|----------------------|--------------|--------------------------|-------|-------|-------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| VAN des taxes annuelles | 4 000 | 4 300 | 4 600 | 4 900 | 5 100 | 5 400 |
| Coûts des travaux non effectués dépassant les taxes payées d'avance déjà perçues | -710 | -700 | -640 | -600 | -560 | -530 |

La valeur actuelle nette (VAN) des futures taxes de maintien en vigueur pour les brevets européens et unitaires n'est pas comptabilisée comme un actif dans les états de la situation financière de l'Organisation, parce que le titulaire d'un brevet n'est pas obligé de renouveler son brevet chaque année. Ces taxes sont donc exclues des états de la situation financière en IFRS, mais font l'objet d'une note purement informative dans les comptes annuels.

L'autre élément qui n'est pas non plus inclus dans les états de la situation financière en IFRS concerne les coûts des travaux non effectués dépassant les taxes payées d'avance. Malgré les efforts accomplis ces dernières années et les nouvelles améliorations attendues en matière de productivité, les recettes provenant des taxes de procédure et de maintien en vigueur au titre des demandes en instance ne couvriront pas les coûts restants relatifs à la délivrance des brevets. Comme ces pertes de fonctionnement futures ne répondent pas aux critères de classification des passifs, aucune dotation aux provisions n'est passée à ce titre. Alors que les taxes payées par anticipation pour du travail non encore effectué sont bien inscrites au passif, le coût réel de ce travail dépassant les taxes perçues ne l'est pas. Cet écart entre le coût du travail non encore effectué et les taxes payées d'avance devrait diminuer au cours de la période 2020-2024, pour deux raisons :

- premièrement, le solde des taxes payées d'avance pour les demandes en instance devrait baisser, en raison des objectifs de la procédure de certitude rapide et des gains d'efficacité ;
- deuxièmement, les hausses de productivité escomptées devraient diminuer les coûts attendus non couverts par les taxes de procédure.

Les chiffres relatifs à ces deux éléments figurent dans le tableau ci-dessus. Toutefois, on gardera à l'esprit que ces montants se rapportent à deux portefeuilles différents, à savoir les brevets délivrés et les demandes en instance. Leurs flux de trésorerie respectifs suivent également des schémas différents. Ils ne sont par conséquent pas directement comparables. En outre, ils ne reflètent pas totalement l'évolution future des coûts et des recettes et ne prennent pas en compte les futures taxes de maintien en vigueur des demandes en instance.

H. ANNEXES

1. Budget aux fins d'autorisation (Organisation)

**RECAPITULATION DES RECETTES ET DES DEPENSES
(I ERE ET II EME PARTIES DU BUDGET)**

en k€

| | RECETTES | DEPENSES |
|--|------------------|------------------|
| PARTIE I BUDGET PRINCIPAL | 2 665 950 | 2 665 950 |
| PARTIE II REGIMES DE PENSIONS ET DE SECURITE SOCIALE | 428 995 | 428 995 |
| TOTAL | 3 094 945 | 3 094 945 |
| Corrections apportées en raison des transferts opérés | | |
| PARTIE I BUDGET PRINCIPAL | | |
| Section 1: Section fonctionnement | | |
| Contributions de l'Office aux régimes de pensions et de sécurité sociale (Articles 3002/3) | | 249 410 |
| Recettes nettes reportées du budget de fonctionnement | | 291 785 |
| Section 2: Section capital | | |
| Recettes nettes reportées du budget de fonctionnement (Article 6000) | 291 785 | |
| PARTIE II REGIMES DE PENSIONS ET DE SECURITE SOCIALE | | |
| Section 1: Section fonctionnement | | |
| Contributions de l'Office aux régimes de pensions et de sécurité sociale (Articles 5600-5) | 249 410 | |
| Recettes nettes reportées du budget de fonctionnement | | 51 215 |
| Section 2: Section capital | | |
| Recettes nettes reportées du budget de fonctionnement (Article 6600) | 51 215 | |
| TOTAL NET | 2 502 535 | 2 502 535 |

2. **Budget aux fins d'autorisation (Office)**
 - Office
 - Régimes de pensions & sécurité sociale
 - Office et Régimes de pensions & sécurité sociale, consolidé

BUDGET AUX FINS D'AUTORISATION (ART. 25(1)a) REGL.FIN.) - OFFICE

en k€

| Chap. Art. | D E P E N S E S | Comptes | | Budget | | Prévisions | | |
|--|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Section 1: Section fonctionnement | | | | | | | | |
| 30 | Personnel | 1 477 451 | 1 584 725 | 1 643 415 | 1 688 150 | 1 745 585 | 1 806 895 | 1 861 520 |
| 31 | Entretien des biens et du matériel | 45 010 | 67 150 | 53 585 | 47 880 | 48 390 | 49 875 | 50 285 |
| 32 | Dépenses de fonctionnement informatiques | 108 804 | 110 000 | 115 765 | 115 580 | 109 280 | 107 965 | 94 230 |
| 33 | Coopération et réunions | 12 678 | 23 660 | 27 915 | 36 375 | 50 095 | 70 755 | 84 900 |
| 34 | Information brevets et communication | 14 392 | 19 900 | 18 975 | 19 065 | 19 285 | 19 515 | 19 745 |
| 35 | Dépenses de fonctionnement général | 69 517 | 84 240 | 89 790 | 91 410 | 92 340 | 96 015 | 98 670 |
| 37 | Dépenses de projets financés par des tiers | 32 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 |
| 38 | Dépenses financières | 16 | 107 100 | 116 000 | 127 000 | 137 000 | 147 000 | 156 000 |
| 30-38 | Sous-total | 1 727 902 | 1 996 910 | 2 065 580 | 2 125 595 | 2 202 110 | 2 298 155 | 2 365 485 |
| | Résultat de fonctionnement (excédent) | 461 931 | 251 540 | 291 785 | 271 410 | 245 545 | 207 470 | 186 610 |
| | TOTAL section fonctionnement | 2 189 833 | 2 248 450 | 2 357 365 | 2 397 005 | 2 447 655 | 2 505 625 | 2 552 095 |
| Section 2: Section capital | | | | | | | | |
| 410 | Terrains et immeubles | 43 357 | 47 785 | 18 650 | 30 630 | 53 180 | 157 910 | 172 315 |
| 411 | Mobilier et équipements | 522 | 2 750 | 415 | 380 | 285 | 290 | 300 |
| 42 | Informatique: Immobilisations corporelles et incorporelles | 18 547 | 20 000 | 30 540 | 34 985 | 34 435 | 32 020 | 12 000 |
| 45 | Prêts et avances à des tiers | 16 800 | 16 800 | 16 800 | 16 800 | 16 800 | 16 800 | 16 800 |
| 49 | Excédent budget aux fins d'autorisation | 397 986 | 181 005 | 242 180 | 205 415 | 157 645 | 17 250 | 1 995 |
| | TOTAL section capital | 477 211 | 268 340 | 308 585 | 288 210 | 262 345 | 224 270 | 203 410 |

BUDGET AUX FINS D'AUTORISATION (ART. 25(1)a) REGL.FIN.) - OFFICE

en k€

| Chap. Art. | R E C E T T E S | Comptes | | Budget | | Prévisions | | |
|--|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Section 1: Section fonctionnement | | | | | | | | |
| 500 | Recettes perçues au titre du dépôt (CBE) et de la recherche (CBE) | 218 490 | 222 640 | 245 695 | 251 675 | 258 475 | 263 330 | 269 635 |
| 501 | Recettes perçues au titre du dépôt (PCT) | 127 569 | 125 980 | 137 135 | 139 015 | 141 030 | 143 805 | 148 230 |
| 509 | Recettes perçues au titre d'autres travaux de recherche | 57 287 | 65 110 | 64 530 | 63 135 | 63 480 | 63 945 | 64 295 |
| 510 | Recettes perçues au titre de l'examen, de la délivrance et de l'opposition (CBE) | 354 246 | 339 665 | 366 635 | 375 130 | 383 690 | 389 310 | 391 480 |
| 511 | Recettes perçues au titre de l'examen (PCT) | 13 631 | 14 670 | 14 855 | 14 305 | 14 490 | 14 855 | 15 220 |
| 52 | Taxes de procédure pour les recours | 6 365 | 8 290 | 9 700 | 9 670 | 9 895 | 10 095 | 10 205 |
| 530 | Taxes de désignation et taxes annuelles (CBE) | 1 155 782 | 1 125 575 | 1 157 455 | 1 148 015 | 1 136 140 | 1 121 560 | 1 109 915 |
| 532 | Taxes annuelles (UPP) | 0 | 2 830 | 2 830 | 20 950 | 48 110 | 89 270 | 117 380 |
| 535 | Taxes d'extension et de validation | 1 271 | 1 460 | 1 850 | 2 080 | 2 150 | 2 150 | 2 150 |
| 540 | Produits d'information brevets | 8 451 | 7 710 | 8 240 | 8 240 | 8 040 | 7 990 | 8 240 |
| 55 | Recettes de fonctionnement général | 221 676 | 225 785 | 230 805 | 236 155 | 243 520 | 250 680 | 257 710 |
| 57 | Financement de projets de tiers | 33 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 |
| 58 | Recettes financières | 25 032 | 108 600 | 117 500 | 128 500 | 138 500 | 148 500 | 157 500 |
| 50-58 | Sous-total | 2 189 833 | 2 248 450 | 2 357 365 | 2 397 005 | 2 447 655 | 2 505 625 | 2 552 095 |
| TOTAL section fonctionnement | | 2 189 833 | 2 248 450 | 2 357 365 | 2 397 005 | 2 447 655 | 2 505 625 | 2 552 095 |
| Section 2: Section capital | | | | | | | | |
| 60 | Résultat de fonctionnement (excédent) | 461 931 | 251 540 | 291 785 | 271 410 | 245 545 | 207 470 | 186 610 |
| 650 | Remboursements des prêts à la construction consentis au personnel | 15 280 | 16 800 | 16 800 | 16 800 | 16 800 | 16 800 | 16 800 |
| TOTAL section capital | | 477 211 | 268 340 | 308 585 | 288 210 | 262 345 | 224 270 | 203 410 |

BUDGET AUX FINS D'AUTORISATION (ART. 25(1)a) REGL.FIN.)
REGIMES DE PENSIONS ET DE SECURITE SOCIALE
en k€

| Art. | D E P E N S E S | Comptes | | Budget | | Prévisions | | |
|--|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Section 1: Section fonctionnement | | | | | | | | |
| 3600 | Paiements au titre des pensions | 194 216 | 214 000 | 239 000 | 260 000 | 280 000 | 311 000 | 327 000 |
| 3601 | Plan d'épargne salariale (PES) | 1 178 | 2 900 | 1 500 | 1 500 | 2 800 | 1 500 | 1 800 |
| 3605 | Assurance soins de santé | 70 471 | 73 060 | 77 500 | 81 500 | 85 500 | 89 800 | 94 400 |
| 3605 | Assurance dépendance | 5 579 | 6 080 | 6 030 | 6 130 | 6 430 | 6 630 | 6 830 |
| 3605 | Assurance décès | 1 564 | 2 445 | 2 385 | 2 445 | 2 520 | 2 595 | 2 670 |
| 3605 | Prestations dépendance des agents à durée déterminée | 0 | 0 | 150 | 195 | 240 | 300 | 360 |
| Sous-total | | 273 008 | 298 485 | 326 565 | 351 770 | 377 490 | 411 825 | 433 060 |
| Résultat de fonctionnement (excédent) | | 119 743 | 42 590 | 51 215 | 37 360 | 25 355 | 8 680 | 205 |
| TOTAL section fonctionnement | | 392 751 | 341 075 | 377 780 | 389 130 | 402 845 | 420 505 | 433 265 |
| Chap. | Section 2: Section capital | | | | | | | |
| 46 | Transfert des excédents du régime de pensions et de sécurité sociale aux fonds de réserve / PES | 119 743 | 42 590 | 51 215 | 37 360 | 25 355 | 8 680 | 205 |
| TOTAL section capital | | 119 743 | 42 590 | 51 215 | 37 360 | 25 355 | 8 680 | 205 |
| Art. | R E C E T T E S | | | | | | | |
| Section 1: Section fonctionnement | | | | | | | | |
| 5600 | Contributions au titre des pensions | 276 335 | 214 825 | 245 980 | 251 065 | 258 310 | 268 300 | 275 095 |
| 5601 | Plan d'épargne salariale (PES) | 13 142 | 18 090 | 16 215 | 17 265 | 18 540 | 19 860 | 21 165 |
| 5605 | Assurance soins de santé | 86 468 | 90 895 | 95 170 | 98 855 | 103 105 | 108 300 | 112 090 |
| 5605 | Assurance dépendance | 15 241 | 14 820 | 17 880 | 19 305 | 20 130 | 21 150 | 21 885 |
| 5605 | Assurance décès | 1 564 | 2 445 | 2 385 | 2 445 | 2 520 | 2 595 | 2 670 |
| 5605 | Cotisations à l'assurance dépendance | 0 | 0 | 150 | 195 | 240 | 300 | 360 |
| TOTAL section fonctionnement | | 392 751 | 341 075 | 377 780 | 389 130 | 402 845 | 420 505 | 433 265 |
| Chap. | Section 2: Section capital | | | | | | | |
| 66 | Recettes nettes régimes de pensions et de sécurité sociale | 119 743 | 42 590 | 51 215 | 37 360 | 25 355 | 8 680 | 205 |
| TOTAL section capital | | 119 743 | 42 590 | 51 215 | 37 360 | 25 355 | 8 680 | 205 |

BUDGET AUX FINS D'AUTORISATION (ART. 25(1)a) REGL.FIN.)
OFFICE / REGIMES DE PENSIONS ET DE SECURITE SOCIALE
 (consolidé, ajusté pour transferts à l'intérieur du budget)
 en k€

| Chap. | D E P E N S E S | Budget | | | | | | |
|--|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | | Comptes 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Section 1: Section fonctionnement | | | | | | | | |
| 30 | Personnel | 1 262 954 | 1 361 575 | 1 394 005 | 1 431 250 | 1 479 625 | 1 531 255 | 1 577 470 |
| 31 | Entretien des biens et du matériel | 45 010 | 67 150 | 53 585 | 47 880 | 48 390 | 49 875 | 50 285 |
| 32 | Dépenses de fonctionnement informatiques | 108 804 | 110 000 | 115 765 | 115 580 | 109 280 | 107 965 | 94 230 |
| 33 | Coopération et réunions | 12 678 | 23 660 | 27 915 | 36 375 | 50 095 | 70 755 | 84 900 |
| 34 | Information brevets et communication | 14 392 | 19 900 | 18 975 | 19 065 | 19 285 | 19 515 | 19 745 |
| 35 | Dépenses de fonctionnement général | 69 517 | 84 240 | 89 790 | 91 410 | 92 340 | 96 015 | 98 670 |
| 36 | Régimes de pensions et de sécurité sociale | 271 165 | 298 590 | 326 565 | 351 770 | 377 490 | 411 825 | 433 060 |
| 37 | Dépenses de projets financés par des tiers | 32 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 |
| 38 | Dépenses financières | 16 | 107 100 | 116 000 | 127 000 | 137 000 | 147 000 | 156 000 |
| 30-38 | Sous-total | 1 784 570 | 2 072 350 | 2 142 735 | 2 220 465 | 2 313 640 | 2 434 340 | 2 514 495 |
| | Résultat de fonctionnement (excédent) | 583 545 | 294 130 | 343 000 | 308 770 | 270 900 | 216 150 | 186 815 |
| | TOTAL section fonctionnement | 2 368 115 | 2 366 480 | 2 485 735 | 2 529 235 | 2 584 540 | 2 650 490 | 2 701 310 |
| Section 2: Section capital | | | | | | | | |
| 410 | Terrains et immeubles | 43 357 | 47 785 | 18 650 | 30 630 | 53 180 | 157 910 | 172 315 |
| 411 | Mobilier et équipements | 522 | 2 750 | 415 | 380 | 285 | 290 | 300 |
| 42 | Informatique: Immobilisations corporelles et incorporelles | 18 547 | 20 000 | 30 540 | 34 985 | 34 435 | 32 020 | 12 000 |
| 45 | Prêts et avances à des tiers | 16 800 | 16 800 | 16 800 | 16 800 | 16 800 | 16 800 | 16 800 |
| | Excédent consolidé | 519 599 | 223 595 | 293 395 | 242 775 | 183 000 | 25 930 | 2 200 |
| | TOTAL section capital | 598 825 | 310 930 | 359 800 | 325 570 | 287 700 | 232 950 | 203 615 |

| BUDGET AUX FINS D'AUTORISATION (ART. 25(1)a) REGL.FIN.) | | | | | | | | |
|---|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| OFFICE / REGIMES DE PENSIONS ET DE SECURITE SOCIALE | | | | | | | | |
| (consolidé, ajusté pour transferts à l'intérieur du budget) | | | | | | | | |
| en k€ | | | | | | | | |
| Chap. Gr. | R E C E T T E S | Comptes 2018 | 2019 | 2020 | Budget | | | 2024 |
| Section 1: Section fonctionnement | | | | | 2021 | 2022 | 2023 | |
| 500 | Recettes perçues au titre du dépôt (CBE) et de la recherche (CBE) | 218 490 | 222 640 | 245 695 | 251 675 | 258 475 | 263 330 | 269 635 |
| 501 | Recettes perçues au titre du dépôt (PCT) et de la recherche (PCT) | 127 569 | 125 980 | 137 135 | 139 015 | 141 030 | 143 805 | 148 230 |
| 509 | Recettes perçues au titre d'autres travaux de recherche | 57 287 | 65 110 | 64 530 | 63 135 | 63 480 | 63 945 | 64 295 |
| 510 | Recettes perçues au titre de l'examen, de la délivrance et de l'opposition (CBE) | 354 246 | 339 665 | 366 635 | 375 130 | 383 690 | 389 310 | 391 480 |
| 511 | Recettes perçues au titre de l'examen (PCT) | 13 631 | 14 670 | 14 855 | 14 305 | 14 490 | 14 855 | 15 220 |
| 52 | Taxes de procédure pour les recours | 6 365 | 8 290 | 9 700 | 9 670 | 9 895 | 10 095 | 10 205 |
| 530 | Taxes de désignation et taxes annuelles (CBE) | 1 155 782 | 1 125 575 | 1 157 455 | 1 148 015 | 1 136 140 | 1 121 560 | 1 109 915 |
| 532 | Taxes annuelles (UPP) | 0 | 2 830 | 2 830 | 20 950 | 48 110 | 89 270 | 117 380 |
| 535 | Taxes d'extension et de validation | 1 271 | 1 460 | 1 850 | 2 080 | 2 150 | 2 150 | 2 150 |
| 540 | Produits d'information brevets | 8 451 | 7 710 | 8 240 | 8 240 | 8 040 | 7 990 | 8 240 |
| 55 | Recettes de fonctionnement général | 221 676 | 225 785 | 230 805 | 236 155 | 243 520 | 250 680 | 257 710 |
| 56 | Régimes de pensions et de sécurité sociale | 178 282 | 118 030 | 128 370 | 132 230 | 136 885 | 144 865 | 149 215 |
| 57 | Financement de projets de tiers | 33 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 | 135 |
| 58 | Recettes financières | 25 032 | 108 600 | 117 500 | 128 500 | 138 500 | 148 500 | 157 500 |
| TOTAL section fonctionnement | | 2 368 115 | 2 366 480 | 2 485 735 | 2 529 235 | 2 584 540 | 2 650 490 | 2 701 310 |
| Section 2: Section capital | | | | | | | | |
| 60/66 | Résultat de fonctionnement (excédent) | 583 545 | 294 130 | 343 000 | 308 770 | 270 900 | 216 150 | 186 815 |
| 650 | Remboursements des prêts à la construction consentis au personnel | 15 280 | 16 800 | 16 800 | 16 800 | 16 800 | 16 800 | 16 800 |
| TOTAL section capital | | 598 825 | 310 930 | 359 800 | 325 570 | 287 700 | 232 950 | 203 615 |

3. Résultats IFRS

ETAT PREVISIONNEL DES RESULTATS GLOBALES IFRS
ORGANISATION EUROPEENNE DES BREVETS
(en k€)

| | IFRS Forecast 2019 | IFRS-Planification 2020 |
|--|-----------------------|----------------------------|
| RECETTES | | |
| Recettes provenant des brevets et taxes de procédure | | |
| Chap. 50 Dépôt et recherche | 345 450 | 387 530 |
| 51 Examen, délivrance et opposition | 408 905 | 406 325 |
| 52 Recours | 6 910 | 7 060 |
| 53 Désignation, taxes annuelles, extension et validation | 1 152 745 | 1 159 335 |
| 54 Autres recettes | 75 620 | 75 770 |
| Autres recettes de fonctionnement | | |
| Chap. 55 Recettes de fonctionnement général | 5 625 | 5 665 |
| 57 Financement de projets par des tiers | 0 | 0 |
| Coût des travaux effectués et capitalisés | 2 000 | 5 000 |
| Total | 1 997 255 | 2 046 685 |
| DEPENSES | | |
| Dépenses afférentes aux avantages du personnel | | |
| Chap. 30 Frais de personnel | 1 396 760 | 1 445 470 |
| Dépenses Dotations aux amortissements | | |
| Chap. 39 Amortissements | 52 390 | 65 635 |
| Autres dépenses de fonctionnement | | |
| Chap. 31 Travaux d'entretien des biens et du matériel | 52 510 | 51 790 |
| 32 Dépenses de fonctionnement informatiques | 113 000 | 101 720 |
| 33 Coopération et réunions | 12 955 | 26 045 |
| 34 Information brevets et relations publiques | 13 980 | 18 975 |
| 35 Dépenses de fonctionnement général | 69 340 | 89 790 |
| 37 Dépenses de projets financés par des tiers | 0 | 0 |
| Total | 1 710 935 | 1 799 425 |
| RESULTAT DE FONCTIONNEMENT | 286 320 | 247 260 |
| Recettes provenant des placements | | |
| Chap. 58 Produits financiers | 526 410 | 592 640 |
| Coûts financiers | | |
| Chap. 38 Charges financières | 556 335 | 585 230 |
| RESULTAT FINANCIER | -29 925 | 7 410 |
| PROFIT(PERTE) POUR L'ANNEE | 256 395 | 254 670 |
| Autres éléments du résultat global | 0 | 0 |
| TOTAL RESULTAT GLOBAL POUR L'ANNEE | 256 395 | 254 670 |

ETAT PREVISIONNEL DES RESULTATS GLOBALES IFRS
ORGANISATION EUROPEENNE DES BREVETS
(en k€)

| IFRS-Planification | | | |
|--------------------|------------------|------------------|------------------|
| 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| 395 295 | 399 530 | 406 835 | 416 380 |
| 412 390 | 420 800 | 427 575 | 423 015 |
| 8 210 | 9 280 | 10 560 | 11 045 |
| 1 159 010 | 1 160 730 | 1 166 730 | 1 169 140 |
| 74 375 | 74 520 | 74 935 | 75 535 |
| 4 290 | 4 290 | 4 285 | 4 285 |
| 0 | 0 | 0 | 0 |
| 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 |
| 2 058 570 | 2 074 150 | 2 095 920 | 2 104 400 |
| 1 481 590 | 1 523 690 | 1 567 670 | 1 609 415 |
| 65 085 | 65 305 | 65 935 | 64 625 |
| 46 065 | 46 540 | 48 000 | 48 375 |
| 101 350 | 95 800 | 96 175 | 92 470 |
| 26 260 | 26 415 | 26 565 | 26 735 |
| 19 065 | 19 285 | 19 515 | 19 745 |
| 91 640 | 92 830 | 97 340 | 98 870 |
| 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1 831 055 | 1 869 865 | 1 921 200 | 1 960 235 |
| 227 515 | 204 285 | 174 720 | 144 165 |
| 616 690 | 652 890 | 690 085 | 727 310 |
| 614 300 | 649 290 | 683 535 | 717 270 |
| 2 390 | 3 600 | 6 550 | 10 040 |
| 229 905 | 207 885 | 181 270 | 154 205 |
| 0 | 0 | 0 | 0 |
| 229 905 | 207 885 | 181 270 | 154 205 |

**ETATS PREVISIONNELS DE LA SITUATION FINANCIERE EN IFRS
ORGANISATION EUROPEENNE DES BREVETS**

Etat de la situation financière d'ouverture estimé au 1.1.2020 et
état prévisionnel de la situation financière en IFRS au 31.12.2020 (en k€)

| | IFRS-Planification | |
|--|--------------------|-------------------|
| | 1.1.2020 | 31.12.2020 |
| ACTIFS NON-COURANTS | | |
| Immobilisations corporelles | 634 720 | 661 420 |
| Immobilisations incorporelles | 27 231 | 49 341 |
| Actifs FRPSS | 8 724 898 | 9 350 808 |
| EPOTIF | 2 706 765 | 2 813 290 |
| Prêts à la construction accordés au personnel | 69 815 | 69 815 |
| Actifs Plan d'épargne salariale | 108 280 | 129 065 |
| | 12 271 709 | 13 073 738 |
| ACTIFS COURANTS | | |
| Clients et autres débiteurs | 153 140 | 165 560 |
| Prêts à la construction consentis au personnel | 6 895 | 6 895 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 5 375 | 141 419 |
| | 165 410 | 313 874 |
| TOTAL DE L'ACTIF | 12 437 119 | 13 387 612 |
| CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS | | |
| CAPITAUX PROPRES | | |
| Résultat mis en réserves | -2 553 898 | -2 299 228 |
| Autres réserves | 1 721 010 | 1 721 010 |
| TOTAL DES CAPITAUX PROPRES | -832 888 | -578 218 |
| PASSIFS NON-COURANTS | | |
| Obligations au titre des prestations définies | 11 768 910 | 12 397 345 |
| Obligations Plan d'épargne salariale | 108 280 | 129 065 |
| Fournisseurs et autres créditeurs | 25 005 | 26 300 |
| Taxes payées d'avance | 550 708 | 535 038 |
| | 12 453 198 | 13 139 322 |
| PASSIFS COURANTS | | |
| Fournisseurs et autres créditeurs | 405 542 | 414 110 |
| Provisions | 16 450 | 16 450 |
| Taxes payées d'avance | 394 272 | 383 053 |
| | 816 809 | 826 508 |
| TOTAL DES PASSIFS | 13 270 007 | 13 965 830 |
| TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS | 12 437 119 | 13 387 612 |

| ETATS PREVISIONNELS DE LA SITUATION FINANCIERE EN IFRS ORGANISATION EUROPEENNE DES BREVETS Etats prévisionnels de la situation financière en IFRS 31.12.2021 - 31.12.2024 (en k€) | | | |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| IFRS-Planification | | | |
| 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2023 | 31.12.2024 |
| 637 675 | 637 415 | 744 330 | 867 260 |
| 73 996 | 96 851 | 114 221 | 111 281 |
| 9 838 993 | 10 343 988 | 10 867 393 | 11 407 208 |
| 2 930 445 | 3 057 190 | 3 193 490 | 3 338 315 |
| 69 815 | 69 815 | 69 815 | 69 815 |
| 152 020 | 176 155 | 204 245 | 234 840 |
| 13 702 943 | 14 381 413 | 15 193 493 | 16 028 718 |
| 169 695 | 177 975 | 190 390 | 198 665 |
| 6 895 | 6 895 | 6 895 | 6 895 |
| 368 157 | 539 011 | 563 138 | 558 848 |
| 544 747 | 723 881 | 760 423 | 764 408 |
| 14 247 690 | 15 105 295 | 15 953 916 | 16 793 127 |
| -2 069 323 | -1 861 438 | -1 680 168 | -1 525 963 |
| 1 721 010 | 1 721 010 | 1 721 010 | 1 721 010 |
| -348 313 | -140 428 | 40 842 | 195 047 |
| 13 040 145 | 13 693 925 | 14 350 770 | 15 018 580 |
| 152 020 | 176 155 | 204 245 | 234 840 |
| 26 920 | 27 785 | 28 625 | 29 445 |
| 519 824 | 506 986 | 493 248 | 484 117 |
| 13 777 647 | 14 431 324 | 15 096 431 | 15 783 591 |
| 419 830 | 427 640 | 440 130 | 445 047 |
| 16 680 | 17 170 | 18 495 | 18 695 |
| 372 161 | 362 969 | 353 134 | 346 597 |
| 818 356 | 814 399 | 816 644 | 814 489 |
| 14 596 003 | 15 245 723 | 15 913 074 | 16 598 080 |
| 14 247 690 | 15 105 295 | 15 953 916 | 16 793 127 |

4. Tableau des effectifs (postes permanents) pour 2020

| Groupe d'emplois | Budget | | | | | |
|------------------|------------------------|--------------|---------------------|------------|--------------|--------------|
| | Office (DG 0, 1, 4, 5) | | Chambres de recours | | TOTAL OEB | |
| | 2019 | 2020 | 2019 | 2020 | 2019 | 2020 |
| 1 | 5 | 5 | 1 | 1 | 6 | 6 |
| 2 | 29 | 31 | 29 | 29 | 58 | 60 |
| 3 | 329 | 331 | 171 | 187 | 500 | 518 |
| 4 | 4 974 | 4 979 | 15 | 15 | 4 989 | 4 994 |
| 5 | 233 | 230 | 5 | 5 | 238 | 235 |
| 6 | 1 245 | 1 223 | 39 | 39 | 1 284 | 1 262 |
| Total | 6 815 | 6 799 | 260 | 276 | 7 075 | 7 075 |

Observations

Art. 25(2)a) règl.fin.

Le Président de l'Office est autorisé à supprimer un certain nombre d'emplois permanents des groupes d'emplois 5 et 6 devenus redondants et vacants, dans la limite annuelle fixée à l'Annexe I règl.fin., et à les remplacer par le nombre correspondant d'emplois permanents des groupes d'emplois 2 à 4 (CA/D 21/13).

Agents nommés pour une durée déterminée

Jusqu'à 20% des postes prévus au budget de l'Office européen des brevets pourront être attribués à des agents nommés pour une durée déterminée.

Groupes d'emplois

- 1 Comprend les grades G16 à G17
- 2 Comprend les grades G15 à G16
- 3 Comprend les grades G13 à G15
- 4 Comprend les grades G7 à G13
- 5 Comprend les grades G7 à G10
- 6 Comprend les grades G1 à G9

5. Appendice A – Chambres de Recours

Perspectives budgétaires pour les chambres de recours (CDR)

| Recettes (en k€) | 2020 |
|---|--------------|
| Recettes directes selon budget d'autorisation | |
| Classe 5 | |
| Article 5200 Taxes de recours | 9 700 |
| Ajustements IFRS (Taxes payées par anticipation) | -2 640 |
| Recettes générées par le produit Recours | 7 060 |

| Coûts (en k€) | 2020 |
|---|---------------|
| Dépenses de fonctionnement directes budgétées | |
| Classe 3 | |
| Groupe 300 Traitements, allocations et indemnités | 65 035 |
| Groupe 301-303 Autres couts de personnel | 575 |
| Chapitre 31 Travaux d'entretien des biens et du matériel | 3 490 |
| Chapitre 32 Dépenses de fonctionnement informatiques | 750 |
| Chapitre 33 Cooperation et reunions | 30 |
| Chapitre 34 Information brevets et communication | 30 |
| Chapitre 35 Dépenses générales de fonctionnement | 1 575 |
| Sous-total | 71 485 |
| Planification des dépenses indirectes selon la méthodologie du Coût Unitaire | 16 654 |
| Coûts imputés au produit Recours | 88 139 |

| Dépenses d'investissement (en k€) | 2020 |
|---|------------|
| Dépenses d'investissement directes budgétées | |
| Classe 4 | |
| Chapter 41 Property and Equipment | 160 |
| Total des dépenses d'investissement | 160 |

6. Appendice B – Brevet unitaire (PBU)

Crédits budgétaires relatifs au brevet européen à effet unitaire*

| Recettes (en k€) | 2020 | 2021 |
|--|--------------|---------------|
| Taxes PBU collectées par l'OEB | | |
| - Taxes annuelles pour les brevets délivrés (article 5320) | 2 800 | 20 740 |
| - Surtaxes pour retard de paiement de taxes annuelles et de taxes administratives (article 5320) | 30 | 210 |
| - Taxes administratives (article 5520) | 50 | 120 |
| Déduction des taxes administratives perçues pour le compte des États membres participants | -50 | -120 |
| A. Total des recettes budgétaires de l'OEB au titre de la PBU | 2 830 | 20 950 |
| B. Part des États Membres dans les recettes au titre de la PBU (50 %) | 1 415 | 10 475 |

| Coûts à la charge des États Membres (en k€) | 2020 | 2021 |
|--|--------------|---------------|
| Coûts opérationnels directs et quote-part des coûts opérationnels indirects** | 980 | 2 040 |
| Déduction des taxes administratives perçues pour le compte des États Membres participants | -50 | -120 |
| Coûts de l'OEB pour l'administration de la PBU | 930 | 1 920 |
| Compensation des coûts de traductions (Article 3320) | 400 | 810 |
| Coûts imputables à la PBU conformément à l'article 146 CBE*** | 1 330 | 2 730 |
| Montant restant dû à percevoir dans l'année à venir*** | 0 | 0 |
| Montant restant dû perçu l'année précédente*** | 0 | 0 |
| Montant net des recettes au titre de la PBU à répartir entre les États Membres (article 3325) *** | 85 | 7 745 |
| Total des coûts budgétaires de l'OEB au titre de la PBU (y compris le montant net des recettes au titre de la PBU à répartir entre les États membres) | 1 415 | 10 475 |

| | | |
|--|--------------|---------------|
| C. (= A. - B.) Part de l'OEB dans les recettes au titre de la PBU | 1 415 | 10 475 |
|--|--------------|---------------|

Notes

*Cet aperçu présente les crédits budgétaires prévus dans le budget aux fins d'autorisation et est basé sur les montants des taxes fixés à l'article 2 du règlement relatif aux taxes pour la protection unitaire (RRT-PBU), l'hypothèse d'un taux de pénétration du brevet unitaire de base comme expliqué dans le SC/18/15 et l'entrée en vigueur du brevet européen à effet unitaire en 2019.

**Les dépenses imputables au brevet européen à effet unitaire (UPP) conformément à l'article 146 CBE font partie du budget annuel de l'Office et sont examinées par la Commission du budget et des finances et adoptées par le Conseil d'administration. En vertu de l'article 1(2) du règlement budgétaire et financier pour la protection unitaire, elles doivent préalablement être soumises au Comité restreint pour avis. En ce qui concerne les dépenses ne pouvant être immédiatement et directement attribuées à l'administration du brevet européen à effet unitaire, la quote-part de ces coûts imputable au brevet européen à effet unitaire sera déterminée selon la méthodologie de comptabilité analytique de l'Office.

***Selon l'actuel règlement relatif aux taxes, dans le cas d'un déficit durant les premières années du brevet européen à effet unitaire, il est prévu de compenser ce déficit au cours des années suivantes. Les postes pertinents sont indiqués dans le tableau, dans un souci d'exhaustivité, même s'ils ne devaient pas s'appliquer, compte tenu du fait que selon les hypothèses sous-jacentes, un excédent est escompté dès la première année.

